

# L'arnaque écolo-socialiste contre la classe moyenne



## Document stratégique de l'Union démocratique du centre

Etat : 15 juin 2019

<b>1. La ruée écolo-socialiste sur votre porte-monnaie .....</b>	<b>3</b>
1.2 Essence toujours plus chère : un supplément de 20 centimes par litre ! .....	4
1.3 "Tarification de la mobilité" : péages routiers en rouge-vert. 10 francs pour 100 kilomètres en voiture ! 100 francs pour 10'000 kilomètres en voiture ! .....	6
1.4 "Taxe sur l'électricité sale" : le prix du courant d'origine nucléaire triple, ce qui représente une charge supplémentaire de 495 francs par an pour un ménage moyen	7
1.5 La facture de chauffage augmente de plusieurs centaines de francs – grâce à la taxe CO2 voulue par la gauche et les Verts ! .....	8
1.6 L'électricité solaire coûte 2616 francs de plus par an que l'électricité standard ! ...	9
1.7 Suppression des déductions fiscales pour les enfants, l'épargne-logement, les assainissements écologiques, la prévoyance personnelle, les dons et les soins de vieillesse .....	10
1.8 Pas de hausse de la TVA, mais.....	13
1.9 La gauche et les Verts pour la discrimination fiscale des couples mariés .....	14
1.10 Les voyages, un privilège de riches ? Les écolo-socialistes veulent renchérir les vols moyennant des taxes CO2 et d'autres impôts. Conséquence : tickets d'avion deux fois plus chers !.....	14
1.11 Interdire, prescrire, exproprier : les familles, locataires, pendulaires et les arts et métiers paient la facture de la politique écologique.....	16
1.13 Bio pour tous – des milliers de francs de charges supplémentaires pour tous ! .	18
1.14 Et même au-delà de la mort ... – introduction d'un impôt national sur les successions et les donations .....	18
1.15 Les recettes de l'Etat augmentent constamment = hausse des impôts, taxes et redevances à charge des citoyennes et des citoyens .....	19
1.16 Le PS et les Verts veulent revenir à une politique d'endettement et s'attaquent au frein à l'endettement.....	23
1.17 Voici comment le PS et les Verts veulent fiscaliser à mort la Suisse.....	24
<b>2. Voici pourquoi la gauche écologiste veut accaparer votre argent .....</b>	<b>26</b>
2.1 La gauche et les Verts soutiennent un "revenu de base sans condition" : 2500 francs par mois pour ne rien faire !.....	26
2.2 Toujours plus d'argent pour l'étranger : 4 milliards de francs d'argent des contribuables suisses pour l'aide au développement ! .....	28
2.3. Il faut être stupide pour travailler : 90% des réfugiés touchent l'aide sociale ! ..	29
2.4 Hausse massive des coûts de l'asile : environ 1,4 milliard de francs uniquement au niveau fédéral.....	32
2.5 Primes d'assurance-maladie record : grâce à la conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss et sa loi sur l'assurance-maladie .....	33

2.6 Croissance constante de l'Etat : la Confédération dépense plus de 70 milliards de francs .....	37
2.7 Etat social boursoufflé.....	42
<b>3. Vous avez le choix.....</b>	<b>47</b>

## 1. La ruée écolo-socialiste sur votre porte-monnaie

### 1.1 Ce que coûte la politique Verte - Gauche

La gauche n'a qu'un seul objectif en politique : **amasser un maximum d'argent en se servant sans gêne dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens.** Les interventions du PS et des Verts visent principalement à tailler dans la propriété privée et à prendre l'argent que les femmes et les hommes ont gagné par un dur travail. Percevoir un maximum d'impôts et dépenser l'argent des contribuables, voilà les occupations favorites de la gauche. **Profitant de la mode actuelle, elle se sert du prétexte de la protection de l'environnement pour ponctionner le peuple.**

Légumes bio, voitures électriques, électricité solaire, habitations énergétiquement favorables, moins d'avions, voilà les **grands thèmes du camp socialo-écologiste.** Or, ces excès écologistes se traduisent par une augmentation des charges familiales de plusieurs milliers de francs par an et par ménage. D'où la question : faut-il être riche pour voter rouge-vert ? Question justifiée, car la politique socialo-écologiste est profondément antisociale en **frappant principalement les petits revenus et la classe moyenne.** Les victimes des rapines fiscales de la gauche sont principalement les **jeunes en formation, les familles, les pendulaires et les locataires.** Les **régions périphériques et les arts et métiers** souffrent également de cette politique.

Ce document fait le compte de ce que cette arnaque socialo-écologiste coûte aux citoyennes et aux citoyens. Voter pour les socialistes et des Verts, c'est voter pour une hausse massive des impôts et des redevances. **Seule l'UDC vous protège contre les ponctions massives qu'envisagent les partis socialo-écologistes.**

Le tableau ci-dessous vous permet **de constater d'un seul coup d'œil** ce que signifie la politique écolo-socialiste pour votre porte-monnaie :

Nouveaux impôts et redevances écolo-socialistes	Coûts par ménage et par an
<b>Essence plus chère :</b> plus 20 centimes par litre = env. 450 francs par an pour un ménage familial avec des pendulaires	<b>CHF 450.00</b>
<b>Tarifification de la mobilité :</b> plus 1000 francs pour 10'000 km en voiture	<b>CHF 1'000.00</b>
<b>Pénalité CO2 sur l'huile de chauffage :</b> jusqu'à 1500 francs de plus par an (exemple de ménage)	<b>CHF 1'500.00</b>
<b>Electricité solaire :</b> 2616 francs par an (exemple de ménage)	<b>CHF 2'616.00</b>
<b>Taxe sur le courant d'origine nucléaire :</b> plus 495 francs (pour une consommation moyenne d'électricité)	<b>CHF 495.00</b>
<b>Suppression de déductions fiscales :</b> pour les enfants, les frais de déplacement des pendulaires, l'épargne-logement, les dons, la prévoyance vieillesse, les assainissements écologiques. La famille de notre exemple payera 3941 francs de plus d'impôts sans ces déductions.	<b>CHF 3'941.00</b>
<b>Doublement de la TVA :</b> 5250 francs par habitant au taux UE minimal de 15%	<b>CHF 5'250.00</b>
<b>Pénalisation du mariage :</b> les couples mariés sont fiscalement défavorisés : 1260 francs (exemple de couple)	<b>CHF 1'260.00</b>
<b>Doublement du prix des tickets d'avion :</b> exemple d'un	<b>CHF 499.60</b>

vol à Londres pour une famille de 4 personnes : 899.60 francs au lieu de 400 francs	
<b>Interdiction des chauffages à huile</b> : frais de location supplémentaires pour l'assainissement énergétique (exemple de ménage)	<b>CHF 1'128.00</b>
<b>Coûts supplémentaires pour les ménages dits écologiquement corrects</b> : aliments bio, produits durables, etc.	<b>jusqu'à CHF 2'500.00</b>
<b>Coûts supplémentaires par an pour cet exemple de ménage</b>	<b>jusqu'à CHF 20'639.60</b>

### Autres charges supplémentaires prévisibles pour les ménages

<b>Impôt national sur les successions et les dons</b> : 20% sur les grandes fortunes
<b>Suppression de la concurrence fiscale cantonale et adaptation au niveau fiscal UE</b> : hausse des impôts pour tous
<b>Augmentation des dépenses publiques</b> : suppression du frein à l'endettement
<b>Voici comment la gauche et les Verts veulent étrangler fiscalement la Suisse</b> : attaque en force contre le revenu et la fortune des Suisses.

### Et voici comment les écolo-socialistes veulent dépenser votre argent

<b>"Revenu de base sans condition"</b> : 2500 francs par mois pour ne rien faire
<b>Toujours plus d'argent à l'étranger</b> : 4 milliards de francs par an pour l'aide au développement ne suffisent pas
<b>Aide sociale</b> : le travail rapporte moins d'argent que l'Etat social
<b>Coût de l'asile</b> : 1,4 milliard de francs pour les migrants de l'asile
<b>Primes d'assurance-maladie record</b> : conséquences de la loi sur l'assurance-maladie de la socialiste Ruth Dreifuss
<b>Hausse du coût de la santé</b> : l'initiative PS sur les primes ne réduit pas les coûts de la santé, mais supprime la conscience des coûts
<b>Gonflement de l'Etat</b> : un Etat toujours plus grand et plus vorace
<b>Charge fiscale en hausse</b> : la Confédération, les cantons et les communes encaissent 145,3 milliards de francs d'impôt par an, mais cela ne suffit pas à la gauche
<b>Etat social omniprésent</b> : immigration dans l'Etat social suisse
<b>Trimer pour l'Etat</b> : la moitié du salaire est absorbée par les prélèvements obligatoires.

## 1.2 Essence toujours plus chère : un supplément de 20 centimes par litre !

La conseillère nationale Adèle Thorens des Verts du canton de Vaud a demandé en 2018 une augmentation du prix de l'essence de 20 centimes par litre<sup>1</sup>. Un ménage familial, qui a besoin d'une voiture afin qu'un ou plusieurs de ses membres puissent se rendre au travail, effectue facilement 25'000 km par an. **Avec une consommation de 9 litres sur 100 km, le supplément écologique représente 450 francs par an.**

<sup>1</sup> Examen de la loi sur le CO2 durant la session parlementaire d'hiver, 10.12.2018. L'ancienne ministre des finances Eveline Widmer-Schlumpf (PBD) demandait initialement une augmentation de 26 centimes des taxes par litre d'essence.

Actuellement déjà, l'Etat prélève une part confortable sur le prix des carburants, soit **85 centimes par litre** au titre de l'impôt sur les huiles minérales, de la surtaxe sur les carburants et des taxes d'importation<sup>2</sup>. En d'autres termes, sans l'Etat un litre d'essence ne coûterait que la moitié.

Un automobiliste qui effectue 10'000 km par an paie des taxes et redevances sur l'essence pour un montant de 765 francs. **Pour 20'000 km, l'Etat encaisse 1530 francs.** A la suite de la hausse de 20 cts par litre réclamée par les Verts, cet automobiliste (ménage familial, pendulaires, etc.) devrait payer **1890 francs** de taxes et redevances sur les carburants.

Le graphique suivant explique comment l'Etat se sert dans la poche des automobilistes, donc de la classe moyenne :

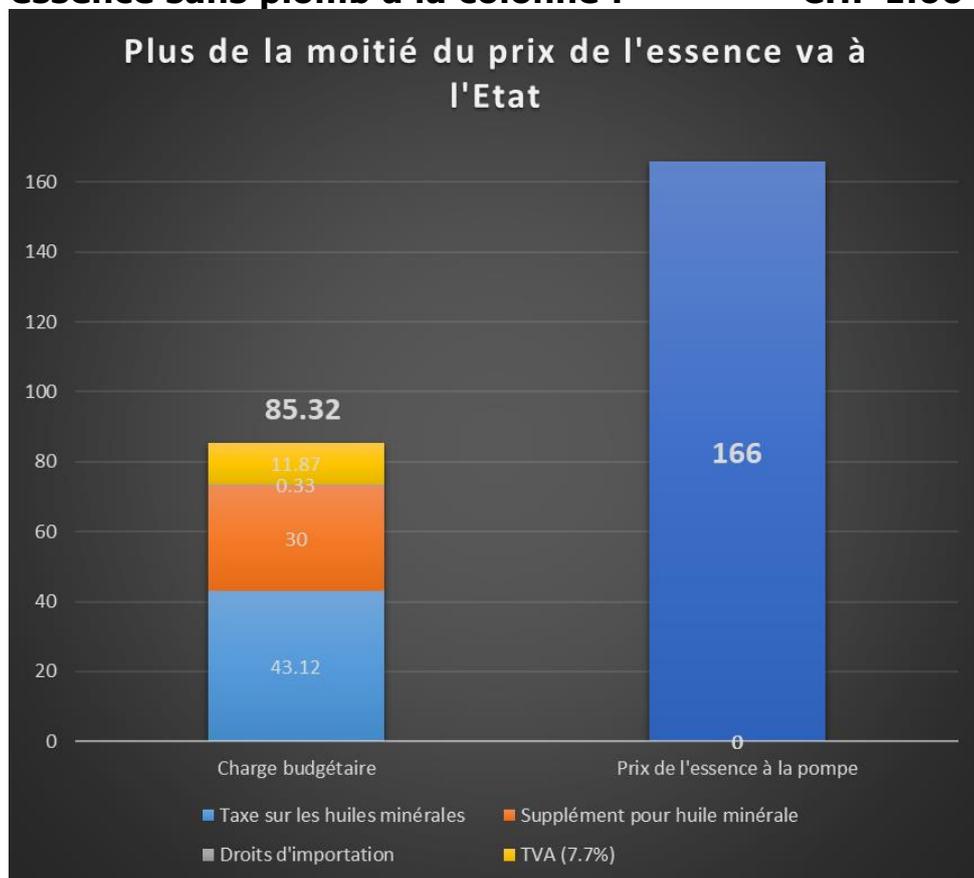
**Voici comment se compose le prix d'un litre d'essence sans plomb:**

Achat et transport (avril 2019) :	CHF 0.5497 / litre
Marge commerciale en Suisse (marge du vendeur) :	CHF 0.2571 / litre
<b>Total achat et marge :</b>	<b>CHF 0.8068 / litre</b>

+ impôt sur les huiles minérales	CHF 0.4312 / litre
+ surtaxe sur les carburants	CHF 0.3000 / litre
+ taxes d'importation	CHF 0.0033 / litre
+ TVA (7.7%)	CHF 0.1187 / litre

**Total des charges fiscales et prélèvements de droit public CHF 0.8532/litre**

**Prix de l'essence sans plomb à la colonne : CHF 1.66 / litre**



<sup>2</sup> [www.erdoel.ch](http://www.erdoel.ch)

L'Etat encaisse plus de 85 centimes par litre avec un prix de l'essence de Fr. 1.66 par litre, donc plus que la moitié. L'achat et le transport font 55 centimes et la marge commerciale en Suisse n'est que de 25 centimes.

### Exemple de calcul

Un automobiliste, qui prend de l'essence pour 50 francs<sup>3</sup>, **paie aujourd'hui 25.80 francs à l'Etat**. Avec le supplément demandé par la gauche, la même quantité d'essence coûte 55.50 francs.

**Celles et ceux qui veulent payer 20 centimes de plus par litre d'essence, doivent voter PS et Verts.**

### 1.3 "Tarification de la mobilité" : péages routiers en rouge-vert. 10 francs pour 100 kilomètres en voiture ! 100 francs pour 10'000 kilomètres en voiture !

La conseillère nationale Regula Rytz (BE), présidente des Verts, veut imposer un péage routier généralisé en Suisse. Payer pour rouler. Cette taxe kilométrique porte le joli nom de "tarification de la mobilité" ou, en anglais "mobility pricing". En fait il s'agit d'une version socialo-écologiste des **droits de passage du moyen-âge**.

L'idée est la suivante : chaque automobiliste paie une taxe routière en fonction de la distance parcourue. Mais ce n'est pas tout : aux heures de pointe le prix augmente, ce qui frappe surtout les pendulaires. Et un prélèvement spécial attend les automobilistes qui veulent entrer en ville. **Ce péage devra être versé par tous – aussi par les propriétaires de voitures électriques.**

"Le trafic routier provoque aujourd'hui des **coûts externes non couverts de plus de 6 milliards de francs par an**", affirme allègrement Madame Rytz qui exige par conséquent que ces "coûts de santé et d'environnement" soient compensés via un système de tarification de la mobilité.<sup>4</sup> Le PS veut lui aussi que les "coûts externes effectifs" soient "intégrés" dans le prix de l'énergie<sup>5</sup>.

#### Que signifie la "tarification de la mobilité" pour le porte-monnaie des automobilistes et des familles ainsi que pour les arts et métiers ?

Avec un kilométrage annuel global de 60,9 milliards de km effectués par les voitures de tourisme suisses et étrangères, la couverture desdits coûts externes représenterait environ 10 centimes par kilomètre. Un trajet de 100 kilomètres coûterait donc 10 francs !

Une personne qui effectue 10'000 km par an avec sa voiture paiera **une redevance routière supplémentaire de 1000 francs** au titre de la "tarification de la mobilité". 15'000 kilomètres coûteront 1500 francs et 20'000 kilomètres 2000 francs de plus.

Cette idée socialo-écologiste **frappe elle aussi principalement les revenus modestes**, les familles, les pendulaires, les régions périphériques et les arts et métiers, soit les menuisiers, électriciens, employés de Spitex, etc. Conséquences : perte d'emplois et renchérissement des prestations de service. Le principal effet de la politique écologiste des transports est que, finalement, seuls les riches pourront encore s'offrir une voiture et des vacances.

<sup>3</sup> Avec un prix de référence de Fr. 1.65 par litre d'essence super.

<sup>4</sup> <https://gruene.ch/medienmitteilungen/regula-rytz-zum-mobility-pricing-2>

<sup>5</sup> "Document de fond Justice fiscale" du groupe PS, p.14

**Celles et ceux qui veulent payer une redevance routière supplémentaire de 10 francs pour 100 km ("tarification de la mobilité") doivent voter PS ou Verts.**

**Celles et ceux, qui sont d'avis que les familles et les pendulaires doivent payer chaque année 2000 francs de plus au titre des taxes routières, doivent voter rouge-vert.**

#### **1.4 "Taxe sur l'électricité sale" : le prix du courant d'origine nucléaire triple, ce qui représente une charge supplémentaire de 495 francs par an pour un ménage moyen**

Les centrales nucléaires suisses produisent du courant électrique à un prix avantageux et presque sans émissions de CO<sub>2</sub>. **Leur principale utilité est cependant de garantir un approvisionnement électrique fiable** : les usines nucléaires peuvent augmenter très rapidement leur production et empêcher ainsi des goulets d'étranglement. Les éoliennes, en revanche, sont à l'arrêt quand il n'y a pas de vent.

Malgré ces qualités indispensables, les forces écolo-socialistes veulent mettre immédiatement hors service les centrales nucléaires. **Or, la population se méfie de l'abandon du nucléaire** sans solution de remplacement valable et à un prix abordable. En 2016, la majorité des citoyennes et citoyens suisses (54,2%) a refusé l'initiative des Verts pour l'abandon du nucléaire.

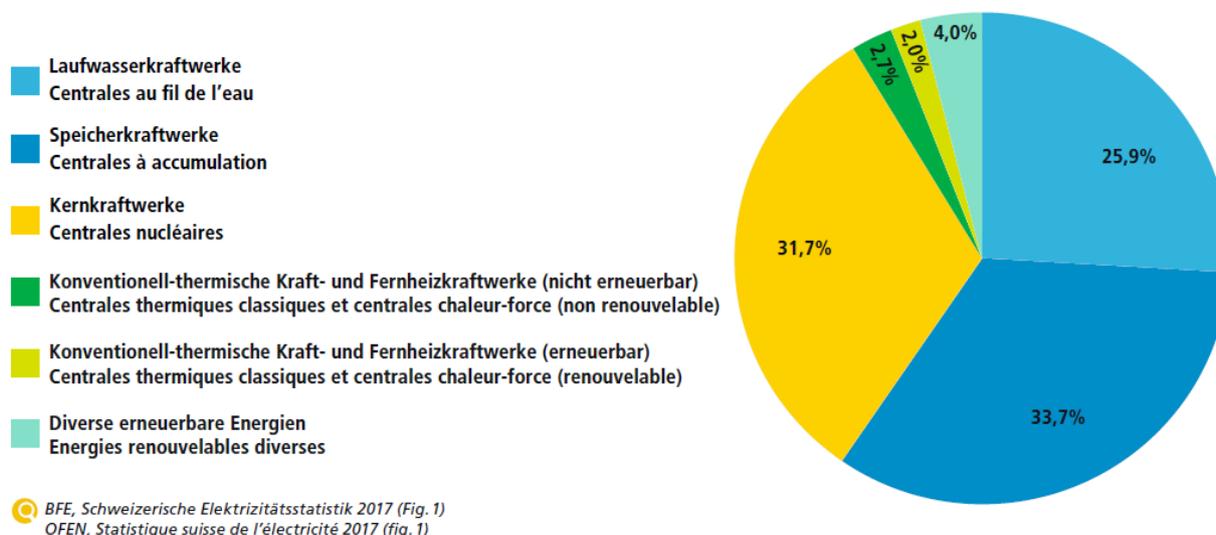
Ces mêmes milieux tentent donc désormais de saboter l'énergie nucléaire par une augmentation massive de son prix. Le PS réclame une "taxe sur le courant électrique sale" frappant la production électrique non renouvelable, en clair principalement les centrales nucléaires. Le montant de la taxe doit se baser sur les coûts externes, stipule le PS dans son document fiscal.<sup>6</sup> La Fondation suisse de l'énergie (FSE) a demandé une étude sous le titre **"Coût total de l'énergie nucléaire. Ce que coûte réellement l'électricité nucléaire"**<sup>7</sup> Les auteurs de cette enquête arrivent à la conclusion qu'un kilowattheure de courant nucléaire devrait coûter 16 centimes, "ce qui signifie que l'électricité d'origine nucléaire coûte en réalité trois fois plus cher que le prix auquel elle est vendue actuellement".<sup>8</sup> On ne sera guère surpris d'apprendre que le président du Conseil de fondation de la FSE s'appelle Beat Jans (BS), conseiller national et vice-président du PS. **Copinage quand tu nous tiens...**

<sup>6</sup> "Document de fond Justice fiscale" du groupe PS, p.13

<sup>7</sup> "Coût total de l'énergie nucléaire. Ce que coûte réellement l'électricité nucléaire" Publié par la FSE, novembre 2013

<sup>8</sup> "Coût total de l'énergie nucléaire", p.4

Fig. 1 Stromproduktion 2017 nach Kraftwerkskategorien  
Production d'électricité en 2017 par catégories de centrales



Un ménage typique de Suisse consomme 4500 kWh<sup>9</sup>. En 2018, le prix moyen du kWh était légèrement inférieur à 30 centimes. La facture d'électricité annuelle se monte donc à 1350 francs.

**Celles et ceux, qui sont d'avis que les ménages devraient payer 495 francs de plus au titre de la "taxe sur l'électricité sale", doivent voter PS et Verts.**

### 1.5 La facture de chauffage augmente de plusieurs centaines de francs – grâce à la taxe CO2 voulue par la gauche et les Verts !

Les chauffages à l'huile sont aujourd'hui déjà frappés d'une taxe écologique. Celle-ci se monte actuellement à 96 francs par tonne de CO<sub>2</sub>, ce qui fait environ 25 centimes par litre d'huile de chauffage. Les Verts veulent porter ce montant à 215 francs par tonne de CO<sub>2</sub>, soit **54 centimes par litre d'huile de chauffage**<sup>10</sup>. **Il en résulte une augmentation des frais de chauffage de 1134 francs par an** pour un ménage occupant un appartement de location de 100 m<sup>2</sup> avec une consommation moyenne de 21 l/m<sup>2</sup>/an.

**De l'avis, des Verts libéraux, cela ne suffit pas, beaucoup s'en fait.** Dans leur communiqué de presse publié avant le débat sur la loi sur le CO<sub>2</sub> on peut lire ce qui suit : "La taxe CO<sub>2</sub> est un instrument très efficace pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Mais pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> à la vitesse souhaitée, il faut mettre en place une incitation plus forte. Nous demandons donc une augmentation du tarif fiscal maximal de 210 à 400 francs par tonne de CO<sub>2</sub>."<sup>11</sup>

Le résultat de la proposition du PVL est une **taxe de pénalisation de 104 centimes par litre d'huile de chauffage**. Pour un ménage occupant un logement de location de 100 m<sup>2</sup> et consommant en moyenne 21 l/m<sup>2</sup>/an, la taxe écolo-socialiste représente une charge annuelle de **2184 francs** (contre 525 francs aujourd'hui). Les locataires qui ne peuvent pas payer la politique rouge-verte n'ont qu'à bien s'habiller en hiver.

<sup>9</sup> Communiqué de presse Elcom, prix de l'électricité constants en 2019, 7.9.2018

<sup>10</sup> Débat du Conseil national sur la loi sur le CO<sub>2</sub>, 11.12.2018

<sup>11</sup> Communiqué de presse du PVL du 3.12.2018



**Celles et ceux, qui veulent dépenser 1500 francs de plus par an pour se chauffer, doivent voter écolo-socialiste.**

### **1.6 L'électricité solaire coûte 2616 francs de plus par an que l'électricité standard !**

La gauche et les Verts exigent l'**abandon immédiat de l'énergie nucléaire**. Une contradiction de plus de leur politique : les centrales nucléaires produisent en effet de l'électricité presque sans émission de CO<sub>2</sub>. La lacune que leur disparition provoquerait dans l'approvisionnement électrique devrait être comblée par l'importation de courant électrique étranger (provenant notamment de centrales nucléaires) ou par la construction de centrales au gaz (qui produisent du CO<sub>2</sub> en masse).

Ce serait bien entendu formidable si la Suisse pouvait couvrir tous ses besoins d'électricité avec des éoliennes et des [installations solaires](#). Cette idée est cependant naïve. Nous n'avons pas assez de soleil (non seulement en hiver, mais toute l'année) et notre pays ne se prête guère à l'exploitation de l'énergie éolienne. **Aujourd'hui, à peine 2,5% de l'électricité produite en Suisse** est d'origine photovoltaïque et éolienne<sup>12</sup>.

Exiger un abandon précipité et irréfléchi de l'énergie nucléaire, c'est mettre en péril l'approvisionnement énergétique fiable et avantageux dont profite actuellement la Suisse. **Les excès de cet aveuglement idéologique** toucheraient principalement les ménages et l'économie. Le calcul suivant donne une idée de ce que coûte l'électricité à la sauce socialo-écologiste.

**Encore faut-il avoir les moyens de s'offrir de l'électricité écologique...**

<sup>12</sup> <https://www.strom.ch/de/energiewissen/produktion-und-handel/produktion-strommix>

Le portail [www.mynewenergy.ch](http://www.mynewenergy.ch) compare différentes offres d'électricité. Il prend pour exemple un ménage de quatre personnes en ville de Zurich, installé dans un appartement de location chauffé par une pompe à chaleur et consommant 7590 kWh par an.

Le prix standard de l'électricité fournie par les services industriels de Zurich (EWZ) est de 119 francs par mois. Les personnes qui souhaitent miser complètement sur l'énergie solaire choisissent le produit "ewz.solartop" et paient 337 francs par mois pour la même quantité d'électricité. **Le soleil écologique coûte donc à ce ménage 2616 francs par an de plus que le mix standard.** Une charge difficilement supportable pour un ménage bénéficiant d'un revenu moyen. La gauche et les Verts, qui ne cessent de vanter leur esprit social, pratiquent en réalité une **politique antisociale**.



(Source : DETEC)

**Celles et ceux, qui croient qu'il suffit de quelques éoliennes tournant de temps en temps au pied sud du Jura pour alimenter nos prises électriques, doivent voter PS et Verts.**

**Celles et ceux, qui veulent dépenser 2616 francs de plus par an pour de l'électricité solaire, doivent voter PS et Verts.**

### **1.7 Suppression des déductions fiscales pour les enfants, l'épargne-logement, les assainissements écologiques, la prévoyance personnelle, les dons et les soins de vieillesse**

Bien que la Confédération, les cantons et les communes encaissent chaque année plus d'impôts et de redevances diverses, le PS et les Verts cherchent constamment à ponctionner encore plus la population laborieuse, aussi bien par des hausses des tarifs fiscaux que par de nouvelles taxes comme celle sur le CO<sub>2</sub>. Suggérée par la gauche, **la suppression de déductions fiscales<sup>13</sup> est une mesure particulièrement perfide,**

<sup>13</sup> Le PS qualifie de "douteuses" les déductions fiscales suivantes: frais professionnels comme les forfaits de déplacement en km, repas à l'extérieur, différences entre indépendants et salariés, déduction pour séjours hebdomadaires à l'extérieur; déduction pour les frais de gestion de fortune; déduction pour les dotations; prévoyance professionnelle, prestations en capital, assurances; propriété immobilière: valeur locative; coûts

car elle pénalise surtout les familles, les employés, les épargnants et les propriétaires de leur logement, donc en réalité la population laborieuse qui assume ses responsabilités. Cette suppression sournoise de déductions fiscales coûte aux ménages des milliers de francs par an.

### **Pas de déduction fiscale pour les "assainissements écologiques" et les soins de vieillesse**

Le PS demande que "l'embrouillamini de déductions fiscales" soit supprimé<sup>14</sup>. Il cite en particulier la possibilité de déduire du revenu imposable des dons ou les coûts des soins de vieillesse. **Conclusion : les personnes qui agissent de manière sociale doivent être punies par le fisc !** Les socialistes entendent également supprimer les déductions pour les "assainissements écologiques". En clair, **les forces socialo-écologistes veulent supprimer l'incitation fiscale qui encourage les propriétaires immobiliers à rénover leurs immeubles pour réduire les émissions de CO2...**

### **Suppression de la déduction pour enfant**

"La déduction pour enfant doit être supprimée et remplacée par une bonification pour enfant."<sup>15</sup> Bonification pour enfant sonne très bien, mais c'est surtout un exemple typique de la manie de redistribution de la gauche : on commence par encaisser l'argent provenant de la hausse des impôts pour ensuite installer une bureaucratie qui redistribue cet argent comme bon lui semble. **Les déductions pour enfant constituent un allègement immédiat des charges des ménages et doivent donc être maintenues.**

### **Contre l'épargne-logement et la prévoyance vieillesse personnelle**

"Les fuites fiscales légales bien connues du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> pilier et de la propriété immobilière doivent être fermées et non pas agrandies (non à une déduction fiscale pour l'épargne-logement, non à un amortissement indirect)".<sup>16</sup> Le PS veut donc supprimer les **incitations positives en faveur d'une prévoyance vieillesse personnelle (pilier 3a) et l'épargne-logement**. Une fois de plus, les socialistes saignent la classe moyenne et les citoyennes et citoyens qui assument leurs responsabilités.

### **Suppression de la déduction pour les pendulaires**

Les conseillères nationales Aline Trede (BE) et Sibel Arslan (BS), toutes deux des Verts, s'attaquent aux pendulaires automobilistes : la déduction pour les pendulaires ne doit à l'avenir être accordée qu'aux personnes qui se servent d'un véhicule à émission CO2 zéro net pour se rendre au travail"<sup>17</sup>. Le but est une "déduction fiscale sans énergie fossile pour les pendulaires". A noter que les **voitures électriques** ne seraient pas automatiquement exemptées de l'impôt : "Il faut aussi prendre en considé-

---

de santé: avec franchise, mais sans franchise dans l'AI, ce qui poserait des problèmes d'exécution; etc.

Concept de politique fiscale du groupe parlementaire PS du 5 juillet 2005, p. 43

<sup>14</sup> "Document de fond Justice fiscale" approuvé lors du congrès du parti du 28 juin 2014 (ce document renvoie à sa première page sur le "Concept de politique fiscale" du groupe PS du 5 juillet 2005 ; cf. note ci-dessus), p. 5.

<sup>15</sup> Document de fond "Justice fiscale", p.11

<sup>16</sup> Concept de politique fiscale du groupe parlementaire PS de l'Assemblée fédérale. Berne, 5 juillet 2005. p. 47

<sup>17</sup> "Blick", 1.3.2019

ration l'électricité consommée par ces voitures. Les utilisateurs de voitures alimentées par de l'électricité sale provenant de centrales au charbon ne doivent pas profiter de la déduction pour les pendulaires."

Pour les pendulaires concernées, il s'agit, d'une déduction allant jusqu'à **3000 francs** au niveau de l'impôt fédéral direct. La majorité des cantons permettent même des **déductions sensiblement plus élevées** – par exemple, jusqu'à 5000 francs à Zurich, 6700 francs à Berne, 7000 francs dans le canton d'Argovie et même 9000 francs dans celui des Grisons. Les deux élues des Verts exigent également que tous les cantons édictent tous les mêmes prescriptions que la Confédération dans ce domaine.

**Conséquence : une hausse massive des impôts grevant les familles, les salariés, les propriétaires de leur logement et, partant, la classe moyenne ! Voici ce que réclament les écolo-socialistes : suppression des déductions pour enfants dans la déclaration fiscale.**



**Suppression des déductions : charge fiscale supplémentaire de 3941 francs pour une famille de quatre personnes !**

Suppression des déductions fiscales pour les enfants, le 3<sup>e</sup> pilier, les frais de pendulaires et d'autres dépenses : la **comparaison fiscale** présentée sur le site internet [www.comparis.ch](http://www.comparis.ch) précise ce que cela signifie pour un ménage habitant en ville de Zurich (deux enfants, revenu net 70'000 francs par an)<sup>18</sup>. Dans cet exemple, des déductions de 3000 francs pour le pilier 3a et de 6000 francs pour d'autres déductions ont été effectuées. Cette famille paie ainsi 1239 francs d'impôt communal et cantonal. **Sans déduction, le montant de l'impôt passe à 5180 francs !** Par la grâce de la politique écolo-socialiste, cette famille devrait donc payer 3941 francs d'impôt de plus... Et c'est sans compter la hausse de l'impôt fédéral direct.

**Celles et ceux, qui ne veulent plus profiter de déductions fiscales et acceptent ainsi de payer une facture fiscale supérieure de quelques milliers de francs, doivent voter PS et Verts.**

<sup>18</sup> <https://www.comparis.ch/steuern/steuervergleich/steuern-im-vergleich>

### 1.8 Pas de hausse de la TVA, mais...

Personne n'échappe à la TVA (taxe sur la valeur ajoutée). En faisant des **achats** (habits, aliments, article d'hygiène, voiture, etc.) ou en percevant des **prestations de service** (coiffeur, transport, repas au restaurant, etc.), on paie toujours une TVA en Suisse.

Le PS est manifestement mal à l'aise dans la thématique de la TVA. Dans son "Document de fond Justice fiscale"<sup>19</sup>, il demande que la TVA ne soit pas augmentée pour les petits revenus. Sur ce point, il faut être d'accord avec les socialistes : la TVA est un impôt sur la consommation et frappe donc plus lourdement les familles et les personnes à revenu modeste. Le problème, **c'est que le PS est doublement hypocrite** en prétendant s'opposer à une hausse de la TVA au frais des petits revenus :

1. Ces dernières années, **le PS a soutenu toutes les augmentations de la TVA** (pour l'AI et la réforme de la prévoyance vieillesse), respectivement s'est opposé à toutes les baisses de la TVA.

2. Mais le plus grave, c'est que le **PS veut faire entrer la Suisse dans l'UE**. Comme membre de l'Union européenne, **la Suisse serait obligée de porter son taux de TVA à au moins 15%**, ce qui équivaldrait d'un seul coup à doubler la TVA actuelle en la faisant passer de 7,7 à 15%.



En 2018, la Confédération a encaissé 22,644 milliards de francs au titre de la TVA, ce qui fait environ 2700 francs par habitant. A la suite de l'adhésion de la Suisse à l'UE, conformément à la volonté du PS<sup>20</sup> et des Verts<sup>21</sup>, **la charge de la TVA passerait à un peu plus de 5250 francs par habitant.**

**Celles et ceux, qui préfèrent payer 15% de TVA au lieu de 7,7%, doivent entrer dans l'UE à la suite du PS et des Verts.**

<sup>19</sup> "Comme il s'agit d'un impôt indirect, donc ne dépendant pas du revenu, une hausse de la TVA comporte toujours le risque d'une redistribution de la charge fiscale du haut vers le bas." Document de fond Justice fiscale, p. 13.

<sup>20</sup> "Le PS s'engage pour une ouverture rapide de négociations d'adhésion avec l'UE." Programme politique du PS Suisse, p. 41

<sup>21</sup> "Un oui clair et net à la voie européenne", communiqué de presse des Verts Suisse, 8.2.2009. Les citoyennes et citoyens suisses ont approuvé à brefs intervalles plusieurs projets UE. Il s'agit maintenant de relancer l'idée européenne et de préparer une adhésion complète. La Suisse fait partie de l'Europe et elle est étroitement liée à l'UE, et cela non seulement du point de vue économique. Les accords bilatéraux ne sont qu'une solution de remplacement pour une adhésion complète qui sera inévitable à l'avenir."

### 1.9 La gauche et les Verts pour la discrimination fiscale des couples mariés

Le PS, les Verts et les Verts libéraux sont contre la suppression de la discrimination fiscale des couples mariés. Ces trois partis se sont opposés en bloc au Conseil national à l'initiative populaire PDC "Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage"<sup>22</sup>. Ces partis acceptent donc que **450 000 couples de Suisse soient fiscalement discriminés** – simplement parce qu'ils sont mariés ! Le PS refuse cette initiative qui, à ses yeux, favorise une "conception rétrograde de la société" et provoque des "pertes pour des milliards de francs pour la caisse fédérale"<sup>23</sup>.



Les couples mariés paient un impôt fédéral direct nettement plus élevé que les couples non mariés et touchent aussi une rente AVS sensiblement plus basse que ceux-là. Un exemple du canton de Berne : il gagne 50'000 francs par an ; elle gagne 60'000 par an. Comme couple non marié, ils paient 21'900 d'impôt. Après leur noce, **ils doivent payer 1260 francs d'impôt de plus** simplement parce qu'ils se sont mariés.

**Celles et ceux, qui sont d'avis que les couples doivent être fiscalement discriminés simplement parce qu'ils sont mariés, doivent voter socialo-écologiste.**

### 1.10 Les voyages, un privilège de riches ? Les écolo-socialistes veulent renchérir les vols moyennant des taxes CO2 et d'autres impôts. Conséquence : tickets d'avion deux fois plus chers !

Il ne faut pas remonter bien loin : la génération de nos grands-parents ne pouvait guère s'offrir des voyages de vacances. Aujourd'hui, un très grand nombre de personnes peut prendre des vacances et voyager dans d'autres pays, même très lointains, voire visiter des continents entiers. **Ces voyages sont un enrichissement personnel et élargissent l'horizon de chacun.**

S'il en va selon la volonté des milieux écolo-socialistes, **les voyages seront bientôt un privilège de gens bénéficiant d'un solide revenu.** De concert avec diverses autres associations, le PS et les Verts demandent au Conseil fédéral de renchérir les

<sup>22</sup> Votes finaux au Conseil national du 19.6.2015

<sup>23</sup> Communiqué de presse du PS Suisse, 11.04.2019

tarifs des vols<sup>24</sup>. Ils proposent que la Suisse prélève une taxe sur les tickets d'avion conformément à la "vérité des coûts des transports aériens". De plus, la Suisse doit s'engager au niveau international pour un impôt sur le kérosène.



Les voyages renchériraient massivement sous le prétexte de la "protection du climat". Ces taxes et impôts pénaliseraient surtout les jeunes, les familles et toutes les personnes à revenu modeste. Pour un voyage jusqu'à Londres, une famille de quatre personnes paierait **499.80 francs de plus pour les billets d'avion**.

---

<sup>24</sup> Lettre ouverte "Protection concrète du climat : encourager les voyages en train et non en avion" adressée à la ministre de l'environnement de l'époque, Doris Leuthard, 9.4.2018

**1 personne vol Bâle – Londres<sup>25</sup> (788 km)**

Prix actuel du billet <sup>26</sup>	CHF 100.00
Impôt sur les carburants	CHF 32.20
Taxe CO2 <sup>27</sup>	CHF 76.65
TVA (7.7%)	CHF 16.10
<b>Prix du ticket avec les suppléments écolo-socialistes :</b>	<b>CHF 224.95</b>

**1 personne vol Bâle – New York City (6404 km)**

Prix actuel du billet	CHF 800.00
Impôt sur les carburants	CHF 261.60
Taxe CO2 <sup>28</sup>	CHF 483.00
TVA (7.7%)	CHF 118.90
<b>Prix du ticket avec les suppléments écolo-socialistes :</b>	<b>CHF 1'663.50</b>

**Les personnes, qui sont d'avis que les tickets d'avion doivent coûter deux fois plus cher, votent PS et Verts.**

**1.11 Interdire, prescrire, exproprier : les familles, locataires, pendulaires et les arts et métiers paient la facture de la politique écologique**

Les milieux socialo-écologiste s'érigent volontiers en **maîtres à penser et éducateurs du petit peuple** et cherchent à **mettre les citoyennes et citoyens sous tutelle**. Qu'il s'agisse de consommation de viande<sup>29</sup>, des feux d'artifice du premier août<sup>30</sup>, de fumer sur des places publiques, de la désignation d'aliments contenant des matières grasses ou de la célébration de fêtes chrétiennes dans les écoles, ces **nouveaux apôtres de la moralité** cherchent à nous prescrire tout ce que nous devons faire ou ne pas faire dans tous les domaines de la vie. Qui plus est, les prescriptions et interdictions voulues par la gauche coûtent cher – notamment aux familles, aux artisans, aux locataires et aux pendulaires.

<sup>25</sup> Calcul sur la base des données suivantes : consommation moyenne de kérosène de 5,52l/personne/100 km (selon les autorités allemandes de la navigation aérienne). Impôt sur le kérosène de 0,74 Fr./l (par analogie aux vols intérieurs), taxe CO2 de 210 fr./tonne de CO<sub>2</sub> émise selon les propositions socialo-écologistes concernant la loi sur le CO<sub>2</sub> (cf. chapitre ...)

<sup>26</sup> Prix moyen de l'exemple pour le calcul des deux vols

<sup>27</sup> Quantité de CO<sub>2</sub> selon les calculs de [www.myclimate.org](http://www.myclimate.org): 0.365 t

<sup>28</sup> Quantité de CO<sub>2</sub> selon les calculs de [www.myclimate.org](http://www.myclimate.org): 2,3 t

<sup>29</sup> La production carnée est particulièrement nuisible pour le bilan climatique, affirme-t-on. "Il faut donc, du point de vue des Verts, encourager davantage la production locale et saisonnière de fruits et légumes." Communiqué de presse des Verts Suisse du 29.6.2011

Dans leur communiqué de presse intitulé "Pour des places de travail vertes et une agriculture durable", les Verts réclament une "étiquette-énergie" sur les denrées alimentaires et une "réduction de la consommation de viande", 19.9.2009.

<sup>30</sup> Dans le canton d'Argovie, un comité d'initiative composé notamment de socialistes et de Verts libéraux voulait interdire les feux d'artifice privés. "Aargauer-Zeitung", 6.8.2011.

## Interdiction des voitures à essence ou diesel

Le conseiller national Balthasar Glättli (ZH), chef du groupe parlementaire des Verts, a déposé une motion<sup>31</sup> exigeant qu'à partir de 2025 la Suisse n'admette plus de voitures de tourisme à moteur diesel ou essence. **Une interdiction de ce genre signifie une expropriation indirecte.**

Pour rouler en voiture électrique, il faut avoir des moyens considérables. Les Suissesses et les Suisses dépensent en moyenne 45'000 francs pour une voiture neuve. Pour rouler luxueusement en Tesla version S, il faut aligner **plus de 107'000 francs**. Avec 836 unités, ce modèle prend aujourd'hui la deuxième place au classement des voitures électriques les plus vendues. La part des voitures électriques au marché est plus que modeste : 1,7% (2018). Voter vert, ce n'est donc pas rouler vert. C'est toujours la même chose : au lieu de donner le bon exemple, on préfère prescrire et interdire.

Encore un petit détail qui a son importance : **c'est une erreur de croire que les voitures électriques ménagent davantage l'environnement que les modèles à essence**. Une Tesla génère plus de 10% de plus de CO2 par kilomètre qu'un pendant à essence.<sup>32</sup>



## Interdiction des chauffages à huile

"Pourquoi les chauffages à huile, qui sont si nuisibles pour le climat, sont-ils toujours permis en Suisse"<sup>33</sup>, demande la conseillère nationale Regula Rytz (BE), présidente des Verts, dans une intervention adressée au Conseil fédéral. Elle exige des dispositions légales pour interdire le plus rapidement possible les installations de nouveaux chauffages à huile, respectivement le remplacement de chauffages à huile par des chauffages du même type". Selon la nouvelle loi sur le CO2, **les chauffages à huile ne seront permis que dans certaines conditions à partir de 2029**, c'est-à-dire si l'enveloppe de l'immeuble a été suffisamment isolée.

Bien sûr, il serait souhaitable que les chauffages à huile ou au gaz soient remplacés, mais les questions qui se posent sont toujours les mêmes : combien cela coûte-t-il ? Qui paie ? **Qui, en réalité, peut encore financer cette politique écologiste ?**

<sup>31</sup> Motion 17.3081 "Mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat. Immatriculer uniquement les voitures à émissions zéro à partir de 2025", déposée le 8.3.2017

<sup>32</sup> [Elektro gegen Benzin: Die ehrliche Klimabilanz](#) (électricité contre essence: le vrai bilan climatique, SRF, 31.10.2017

<sup>33</sup> Interpellation 16.3207 de la conseillère nationale Regula Rytz (Verts/BE), déposée le 18.3.2016

Une étude réalisée par l'Office fédéral de l'énergie et l'Office fédéral du logement indique que l'assainissement énergétique des immeubles entraînera une **augmentation considérable des charges pour les locataires**<sup>34</sup>. Conclusion de cette étude : les économies faites grâce à la baisse de la consommation d'énergie sont nettement plus faibles que les hausses de loyer résultant des assainissements des immeubles<sup>35</sup>. Un immeuble de 32 appartements a été complètement rénové. En calculant la part de la hausse du loyer due à l'assainissement énergétique, on arrive à un montant de 149 francs par mois. En contrepartie, les locataires économisent des frais de chauffage pour environ 55 francs par mois. Résultat final : les locataires subissent une hausse des charges de 1128 francs par an. Pour des personnes à revenu modeste, cette augmentation peut entraîner la perte du logement<sup>36</sup>.

**Celles et ceux, qui veulent interdire les chauffages à huile et payer en contrepartie des loyers plus élevés, doivent voter PS et Verts.**

### **1.12 Bio pour tous – des milliers de francs de charges supplémentaires pour tous !**

Selon l'association professionnelle Bio Suisse, les consommateurs suisses dépensent chaque année **3,1 milliards de francs pour des denrées alimentaires bio**. Ce montant représente une part du marché d'environ 9%. Les œufs constituent le produit bio favori avec une part de 27,6% au chiffre d'affaires total. Actuellement, la Migros vend un paquet de six œufs bio élevage en liberté au prix de Fr. 4.85. Six œufs M-Classic de ponte au sol et produits en Suisse coûtent Fr. 2.45, donc la moitié seulement.

L'Office fédéral de l'agriculture a calculé pour la première fois en 2015 pour le magazine de consommation "Kassensturz" les dépenses supplémentaires d'une famille pour des produits bio<sup>37</sup>. La différence de prix est considérable : **un panier de la ménagère contenant 25 produits alimentaires bio pour l'usage quotidien coûte 50% de plus**. Les pommes de terre coûtaient 72% de plus, les pommes bio Golden Delicious 89,8% de plus, la poitrine de poulet même 90,8% de plus. Le panier contenant des denrées produites de manière classique coûtait 238 francs contre 358 francs pour le panier bio. Un ménage suisse dépense en moyenne 632 francs par mois pour des denrées alimentaires. Les consommateurs attentifs à la durabilité dépensent facilement 2000 à 25000 francs de plus par an s'ils s'approvisionnent en **articles de consommation écologiquement corrects**. Le constat est une fois de plus le même : la politique écologiste est antisociale et adaptée aux revenus supérieurs.

**Celles et ceux qui veulent (ou peuvent !) dépenser jusqu'à 2500 francs de plus par an pour avoir des produits bio, doivent voter PS ou Verts.**

### **1.13 Et même au-delà de la mort ... – introduction d'un impôt national sur les successions et les donations**

La rapacité fiscale de la gauche écologiste va au-delà de la mort des citoyens qu'elle veut ponctionner. Leur ruée de la gauche vers l'argent des autres ne s'arrête jamais.

<sup>34</sup> Une étude ZHAW Travail social arrive également à la conclusion qu'il y a un rapport entre la "pauvreté de revenu" et la "pauvreté énergétique", éditeur : OFL, février 2019.

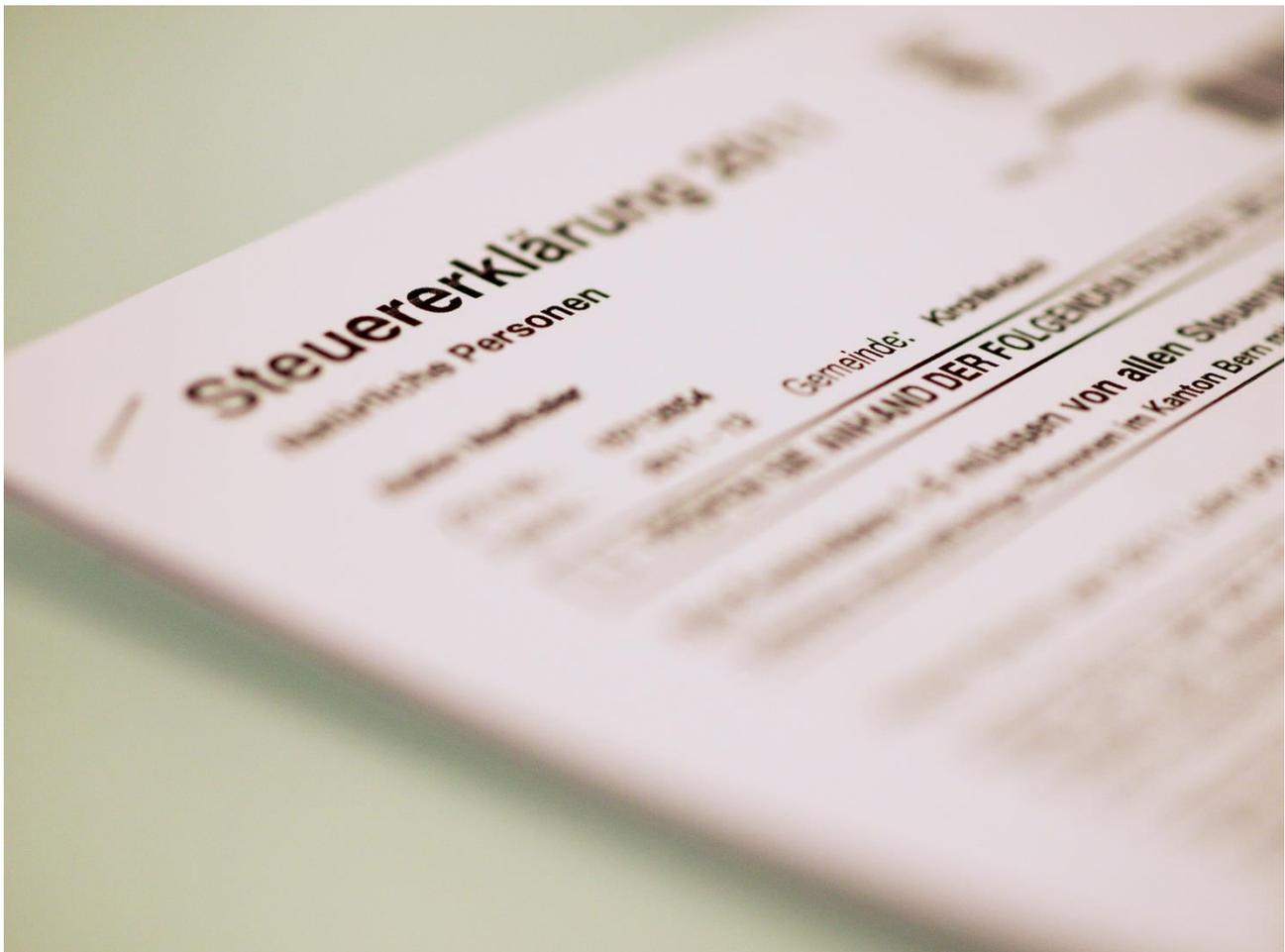
<sup>35</sup> Etude "Assainissement énergétique – effets sur les loyers", 15.8.2014, p.2

<sup>36</sup> "La hausse des loyers à la suite d'assainissements énergétiques dépasse souvent le budget serré de groupes vulnérables et peut conduire à la perte du logement." Etude "Rapport entre la pauvreté de revenu et la pauvreté énergétique", résumé, p. 3.

<sup>37</sup> Emission Kassensturz du 20.10.2015

Le PS et les Verts ont soutenu en 2015 l'introduction d'un impôt national sur les successions et les donations. Leur **initiative hostile aux familles et aux PME** demandait un impôt sur les successions de 20% pour les fortunes supérieures à une certaine limite de franchise. Dans leur concept de politique fiscale, le PS exige également que la Confédération prélève un impôt sur les successions et donation et partage son produit avec les cantons.<sup>38</sup>

Il faut noter à ce propos que l'argent des successions et les donations n'a nullement échappé au fisc. Bien au contraire, les personnes qui ont fait des économies ou qui ont acheté leur logement ont **payé à plusieurs reprises des impôts sur leur épargne** : impôts sur le revenu, impôts sur la fortune, puis valeur locative récurrente s'ajoutant au revenu. S'il en va selon la volonté de la gauche, l'Etat doit de surcroît passer à la caisse après la mort de ses citoyens.



**Celles et ceux, qui croient que la Suisse a encore besoin d'un impôt national sur les successions, doivent voter PS ou Verts.**

#### **1.14 Les recettes de l'Etat augmentent constamment = hausse des impôts, taxes et redevances à charge des citoyennes et des citoyens**

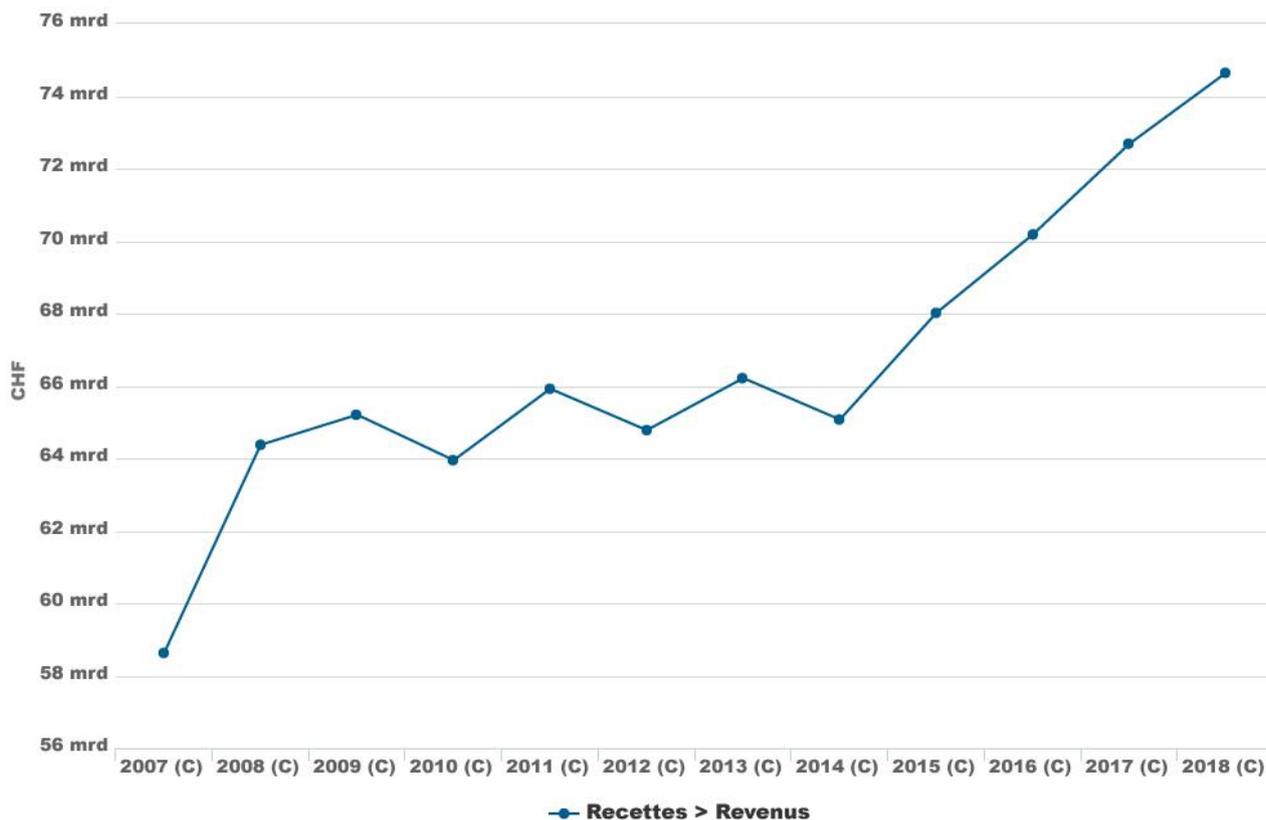
Non seulement les dépenses de l'Etat augmentent, mais aussi ses recettes : de 51,7 milliards de francs en 2000 à 73,9 milliards de francs en 2018, soit une hausse de 22,2 milliards de francs. De l'argent qui manque ensuite dans les caisses des entreprises et dans le portemonnaie des citoyennes et citoyens. D'ici à 2022, les recettes devraient augmenter encore une fois de près de 5 milliards de francs pour s'approcher

<sup>38</sup> Concept de politique fiscale du groupe socialiste, S.29

de 80 milliards. En clair : **la charge des impôts, taxes et redevances ne cesse d'augmenter**. Mais les socialo-écologistes ne se contentent pas de ces milliards. Pour accaparer encore plus d'argent des contribuables, ils cherchent à lever le frein à l'endettement<sup>39</sup> qui, jusqu'ici, a permis d'entraver la politique outrageusement dépensière de la gauche.

### Forte croissance des recettes de la Confédération : 2007-2018 :

#### Recettes



Administration fédérale des finances AFF

Nous vivons dans une sorte de demi-esclavage : six mois par année nous trimons pour l'Etat, c'est-à-dire pour payer les prélèvements obligatoires<sup>40</sup> qu'on nous impose selon une méthode de calcul internationale, le "Tax Freedom Day" qui en Suisse se situe aux alentours du 10 juillet<sup>41</sup>. En clair, les habitants de ce pays ne peuvent travailler pour leur propre portemonnaie qu'un peu moins de six mois par an. S'il en allait selon la volonté de la gauche et des Verts, nous travaillerions encore bien plus longtemps pour remplir les caisses de l'Etat via les impôts, taxes et redevances.

**Les recettes fiscales croissent plus rapidement que l'économie (PIB).** Que cela signifie-t-il ? L'Etat est toujours plus vorace et plus puissant. Et les ménages ont toujours moins d'argent à leur disposition parce que les salaires augmentent moins vite et parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter (par exemple, les frais de santé et de logement). Malgré cette forte croissance des recettes fiscales, la gauche et les Verts veulent tirer encore plus d'argent des contribuables et des entreprises.

<sup>39</sup> "Supprimer le frein à l'endettement", communiqué de presse du PS du 24.11.2016

<sup>40</sup> Impôts directs et indirects, redevances et taxes et cotisations sociales obligatoires

<sup>41</sup> Calcul d'Avenir Suisse, 2015



(Source : Finanz und Wirtschaft, 13.01.2017)

**Celles et ceux, qui sont d'avis que l'Etat n'encaisse pas assez d'impôts, de taxes et de redevances, doivent voter PS et Verts.**

### **Suppression de la concurrence fiscale égale hausse des impôts pour tous !**

Le paradis fiscal vu par la gauche écologiste se présente comme suit : "Par principe chaque contribuable paie des impôts sur la totalité de son revenu. Les déductions doivent être réduites au strict minimum." <sup>42</sup> L'objectif principal de la politique des socialistes et des écologistes est **d'accaparer un maximum d'argent des autres pour pouvoir dépenser un maximum d'argent des autres**. En fait, de l'argent durement gagné par les Suissesses et les Suisses.

**Le paradis fiscal des socialo-écologistes est un enfer fiscal pour tous.** Voilà pourquoi ils cherchent à supprimer la concurrence fiscale entre les cantons et à "harmoniser" les impôts<sup>43</sup>. Le résultat de cette politique est mille fois confirmé : hausse des impôts pour tous !

C'est une évidence : la concurrence impose des efforts. Il faut être meilleur que les autres. Les cantons sont contraints de remettre en question leurs dépenses. **La concurrence veille précisément à ce que l'Etat fasse un effort** et produise ses prestations au meilleur prix. Voilà la raison principale expliquant que la charge fiscale est

<sup>42</sup> "Document de fond Justice sociale", p.11

<sup>43</sup> "Document de fond Justice sociale", p.6

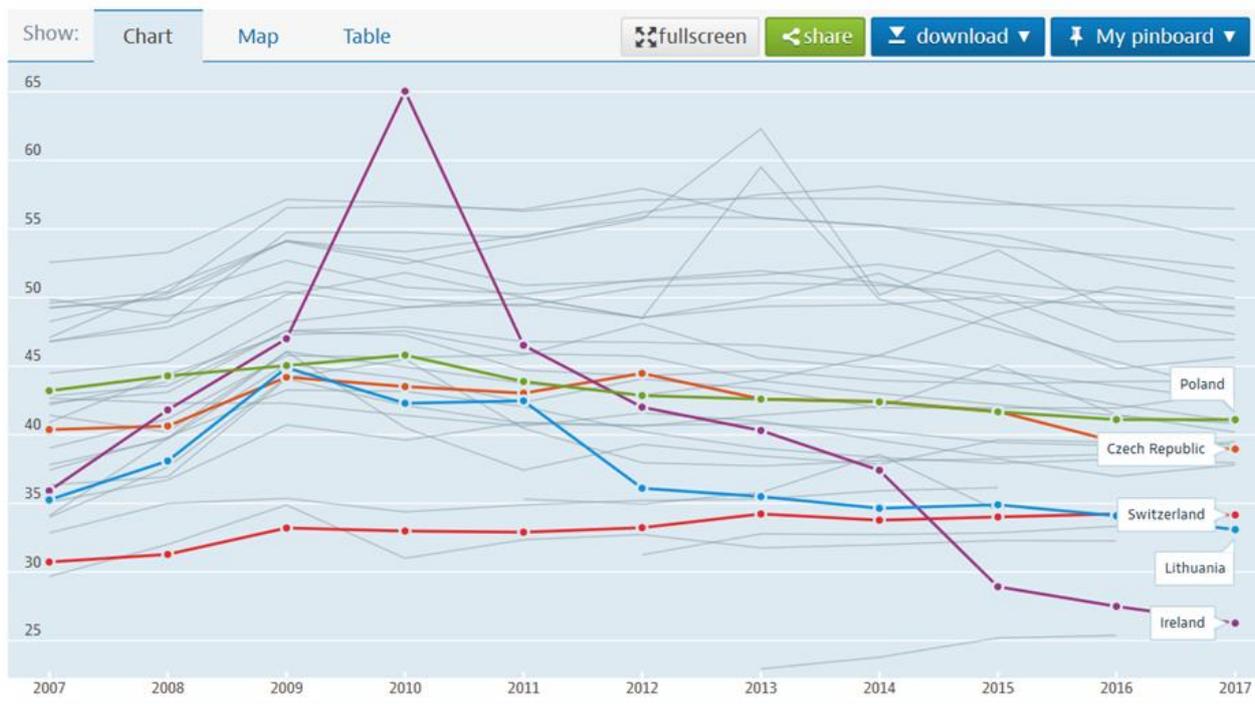
"Halte à la nuisible concurrence fiscale", communiqué de presse des Verts Suisse, 13.1.2018

moins forte en Suisse que dans les autres pays – et que les services publics sont néanmoins souvent meilleurs que dans des pays comparables.

Comparativement à d'autres pays, la Suisse affiche encore une quote-part de l'Etat relativement faible (34,15% en 2017). Cela dit, certains Etats comme l'Irlande ont fait de gros efforts entre 2007 et 2017 pour abaisser leur quote-part publique. Par la grâce de la politique socialo-écologiste, la Suisse fait aujourd'hui partie du groupe des pays qui augmentent année après année leur quote-part de l'Etat (de 30,73% en 2007 à 34,15% en 2017).

General government spending Total, % of GDP, 2007 – 2017

Source: OECD National Accounts Statistics: National Accounts at a Glance



Concurrence fiscale signifie aussi qu'en Suisse les citoyennes et les citoyens peuvent décider démocratiquement du niveau des impôts. La gauche écologiste ne cherche pas seulement à empêcher une saine concurrence fiscale entre les cantons, mais aussi à placer sous tutelle les citoyennes et les citoyens dans les questions fiscales. C'est logique : ainsi le PS et les Verts peuvent **tranquillement introduire de nouveaux impôts et augmenter les impôts existants**.

Mais le PS veut aller encore plus loin : il veut non seulement supprimer la concurrence fiscale entre les cantons, mais **exige que la Suisse adapte ses impôts à ceux de l'UE et de l'OCDE**<sup>44</sup>. Adapter nos impôts à ceux de l'UE, c'est provoquer une hausse des impôts à charge des contribuables suisses et de l'économie suisse. Conséquence : la Suisse perdrait un avantage notable dans la concurrence internationale et subirait une hausse du chômage et une baisse de sa prospérité.

**Celles et ceux, qui croient que la suppression de la concurrence fiscale réduit la charge fiscale et améliore les services de l'Etat, doivent voter PS et Verts.**

<sup>44</sup> "Il n'est pas nécessaire que la Suisse fasse cavalier seul. La Suisse doit au contraire rechercher une harmonisation maximale avec le droit UE et les standards de l'OCDE ainsi qu'une compatibilité complète avec les modèles des pays UE qui nous entourent."

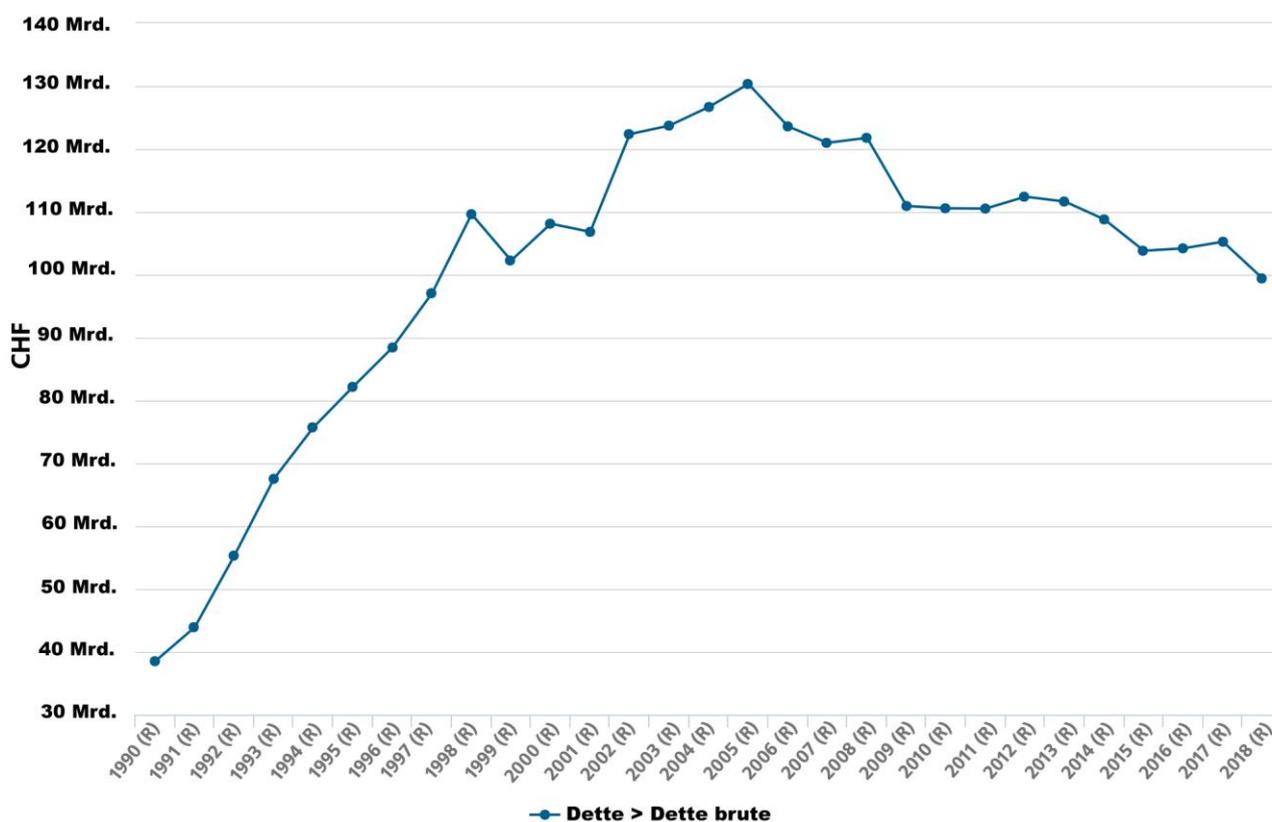
## Celles et ceux, qui veulent que la Suisse "harmonise" ses impôts avec ceux de l'UE, doivent voter socialo-écologiste.

### 1.15 Le PS et les Verts veulent revenir à une politique d'endettement et s'attaquent au frein à l'endettement

Le **frein à l'endettement** a été introduit en 2001 par décision du peuple : 85% des votants se sont prononcés pour cet instrument qui interdit à la Confédération de dépenser plus qu'elle encaisse. Ce fut la fin de la politique d'endettement des années 90 : entre 1990 et l'introduction du frein à l'endettement en 2003, la dette de la Confédération s'est accrue de 38,5 à 123,7 milliards de francs. **A partir de 2006, la dette fédérale a commencé à diminuer pour tomber à 99,4 milliards de francs en 2018.** Une authentique histoire à succès !

**Grâce au frein à l'endettement, la Suisse a réussi à réduire sa dette**

#### Aperçu des chiffres



- Mais qui a combattu le frein à l'endettement en 2001 ? Le PS et les Verts.
- Qui s'est opposé au projet raisonnable de rétablir l'équilibre du budget fédéral ? Le PS et les Verts.
- Qui cherche désormais à assouplir le frein à l'endettement dans le but de le supprimer complètement ? Le PS et les Verts. Durant la session parlementaire d'hiver 2016<sup>45</sup>, le PS, les Verts et les Verts libéraux ont voté en bloc pour un assouplissement du frein à l'endettement.

<sup>45</sup> 28.11.2016

Déclaration de Mattea Meyer, conseillère nationale socialiste (ZH), en février 2019 : "Le frein à l'endettement doit être enfin adapté et assoupli."<sup>46</sup> **Cela signifie en clair : lorsque le frein à l'endettement aura été "assoupli", la Suisse reviendra à sa désastreuse politique d'endettement des années 1990.** Aux frais des contribuables et des générations à venir.

**Celles et ceux, qui pensent que le frein à l'endettement doit à nouveau être supprimé, votent PS et Verts.**

### 1.16 Voici comment le PS et les Verts veulent fiscaliser à mort la Suisse

Le PS a annoncé la couleur. Il lance une **attaque généralisée contre le revenu et la fortune de la population suisse** : "Nous exigeons l'imposition de tous les revenus et bénéfices au-dessus du minimum existentiel, y compris des gains privés en capital et les successions, ainsi que des ressources suffisantes pour les autorités fiscales."<sup>47</sup>

La gauche écologiste ne se satisfait pas des impôts, taxes et redevances que l'Etat encaisse déjà aujourd'hui. Le PS et les Verts regorgent d'idées sur la manière d'accaparer l'argent des citoyens et des entreprises. Preuves en sont les chapitres et exemples précédents :

- **Hausse générale** des impôts fédéraux, cantonaux et communaux
- Augmentation du prix des carburants : plus 20 centimes par litre = **environ 450 francs** par an pour une famille comprenant des pendulaires
- Tarification de la mobilité : **plus 1000 francs** pour 10'000 km en voiture
- Taxe CO2 sur l'huile de chauffage : **jusqu'à 2184 francs** par an (exemple de ménage)
- Électricité solaire : **plus 2616 francs** par an (exemple de ménage)
- Taxe sur l'"électricité sale" grevant le courant d'origine nucléaire : **plus 495 francs** par an (pour une consommation moyenne)
- **Suppression des déductions** pour les enfants, les frais de déplacement des pendulaires, l'épargne-logement, les dons, la prévoyance-vieillesse, les assainissements écologiques. Conséquence : la facture fiscale augmente de plusieurs milliers de francs
- Doublement de la TVA, soit **5250 francs par habitant** (taux minimal UE : 15%)
- Discrimination des couples mariés : **1260 francs** par an (exemple de couple)
- Doublement du prix des billets d'avion
- Interdiction des voitures à essence/diesel et des chauffages à huile : voitures électriques plus chères, **hausse des loyers**
- Impôt national sur les successions et les donations
- Suppression de la concurrence fiscale entre les cantons, adaptation au niveau fiscale UE : **hausse des impôts pour tous**

<sup>46</sup> Communiqué de presse du PS 13.02.2019

<sup>47</sup> "Document de fond Justice fiscale", p.16

## La gauche écologiste a encore bien d'autres projets fiscaux pour arnaquer la classe moyenne :



Tamara Funicello, présidente des Jeunesses socialistes, réclame un nouvel impôt sur le capital

Les Jeunesses socialistes viennent de déposer leur **initiative 99%**. Ils réclament une imposition à raison de 150% des revenus en capital comme les dividendes, les loyers ou les intérêts à partir d'un montant de 100'000 francs. En clair : un revenu sur le capital de 100 francs serait frappé d'un impôt de 150 francs. Selon les JS, cette initiative rapportera quelque **10 milliards de francs supplémentaires à la caisse de l'Etat**. Le Parti socialiste suisse soutient cette initiative<sup>48</sup> dont le comité comprend des parlementaires nationaux des rangs du PS et des Verts.

Le PS veut introduire un **"impôt global sur les transactions financières"**<sup>49</sup> et un **impôt sur les gains en capital**<sup>50</sup>. En outre, il réclame une imposition des fortunes sous la forme d'une "taxe sur les dépôts"<sup>51</sup>. Les socialistes évoquent un tarif de 0,1%<sup>52</sup>, ce qui produirait environ 7,3 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires. La gauche souhaite aussi introduire un **impôt à la source** pour tous les revenus<sup>53</sup>, ce qui signifie en claire que les autorités fiscales auraient un accès direct à tous les revenus des contribuables suisses et pourraient directement prélever les impôts du revenu. **Placer sous tutelle et piller : voilà comment les socialistes et les Verts conçoivent les rapports entre l'Etat et les citoyens.**

L'avidité fiscale des socialistes et des Verts est sans borne. Margaret Thatcher, premier-ministre de Grande-Bretagne a déclaré à ce propos : "Le problème du socialisme

<sup>48</sup> L'assemblée des délégués du PS Suisse soutient l'initiative 99% des JS, 14.10.2017

<sup>49</sup> Programme politique du PS Suisse, p.43

<sup>50</sup> Concept de politique fiscale du groupe socialiste, p.23

<sup>51</sup> Selon l'Association suisse des banquiers, des fortunes pour un montant global de 7291,8 milliards de francs sont gérées en Suisse, 19.2.2019

<sup>52</sup> Concept fiscal du groupe socialiste, p.33

<sup>53</sup> Dans son "Document de fond Justice fiscale", le PS exige l'introduction d'un impôt à la source sur tous les revenus « afin que les pertes fiscales ainsi que les frais de rappel et de mise en poursuite des administrations fiscales soient massivement réduites ». p. 11

est que l'argent des autres finit par s'épuiser." En Suisse on dirait : "**La gauche écologiste veut traire la vache à lait jusqu'à la faire crever.**" Leur politique détruit les bases libérales de notre pays et, partant, la prospérité de tous.

**Celles et ceux, qui votent pour le PS et les Verts, détruisent le modèle à succès suisse.**

## 2. Voici pourquoi la gauche écologiste veut accaparer votre argent

### 2.1 La gauche et les Verts soutiennent un "revenu de base sans condition" : 2500 francs par mois pour ne rien faire !

Si vous vous demandez ce que la gauche et les Verts veulent faire avec les milliards de francs d'impôts supplémentaires qu'ils réclament, voici une première réponse : **chaque adulte vivant en Suisse reçoit 2500 francs par mois.** Simplement comme ça. Pour ne rien faire. C'est exactement ce que réclament les milieux de gauche avec leur initiative lancée en 2016 "pour un revenu de base sans condition". Donc, si deux fainéants se mettent ensemble, ils disposent de 5000 francs par mois – plus que de nombreux salariés reçoivent pour un travail honnête.



Ce "revenu de base sans condition" serait dû à chaque adulte vivant en Suisse. **Donc aussi aux requérants d'asile dont la demande a été refusée, aux criminels, aux immigrants sans travail.** L'application de cette initiative coûterait 153 milliards de francs par an en chiffre net !<sup>54</sup>

<sup>54</sup> Economiesuisse: revenu de base sans condition: une utopie antisociale. 12.06.2016

Le PS ne cesse de prétendre qu'il est le grand défenseur des travailleuses et travailleurs suisses. Mais que pensera un salarié en apprenant que son voisin touche 2500 francs par mois pour ne rien faire ? En fait, **cette initiative est une grossière insulte à l'adresse de la population laborieuse.**

Et qui paiera ces 153 milliards de francs ? La réponse est évidente : toutes celles et tous ceux qui travaillent et paient des impôts. Chaque actif de Suisse devrait payer plus de 30'000 francs d'impôts par an pour financer cette **folie à 153 milliards !**

Comment les partis de gauche et écologistes ont voté au Parlement sur cette initiative ? **Seuls 15 parlementaires socialistes sur 43 ont refusé l'initiative. La majorité du groupe des Verts l'a soutenue.**

Extrait du débat du Conseil national<sup>55</sup> durant la session d'automne 2015

- Silvia Schenker, conseillère nationale (PS/Bâle-Ville) s'est prononcée pour le revenu de base sans condition : "Un pays du niveau économique et social de la Suisse doit obligatoirement assurer à toutes les personnes vivant chez lui une **base économique minimale.**"
- Ursula Schneider-Schüttel, conseillère nationale (PS/Fribourg), a également soutenu ce projet : "**Cette initiative est fascinante.** (...) Un revenu de base sans condition permet à chaque personne de décider plus librement ce qu'elle entend faire de sa vie."
- Et voici encore l'envolée du conseiller national Balthasar Glättli (Verts/Zurich) : "Cette initiative fait quelque chose de rare en politique. On dit toujours que la politique est l'art du possible. Je crois cependant que, pour être vivante, la politique, ne doit pas seulement pratiquer l'art du possible, **mais aussi l'art de rendre pensable l'impensable et de rendre possible le pensable.**"

**Celles et ceux, qui pensent que chaque habitant de Suisse doit toucher un revenu de base sans condition, donc un "salaire pour ne rien faire", doivent voter PS et Verts.**

---

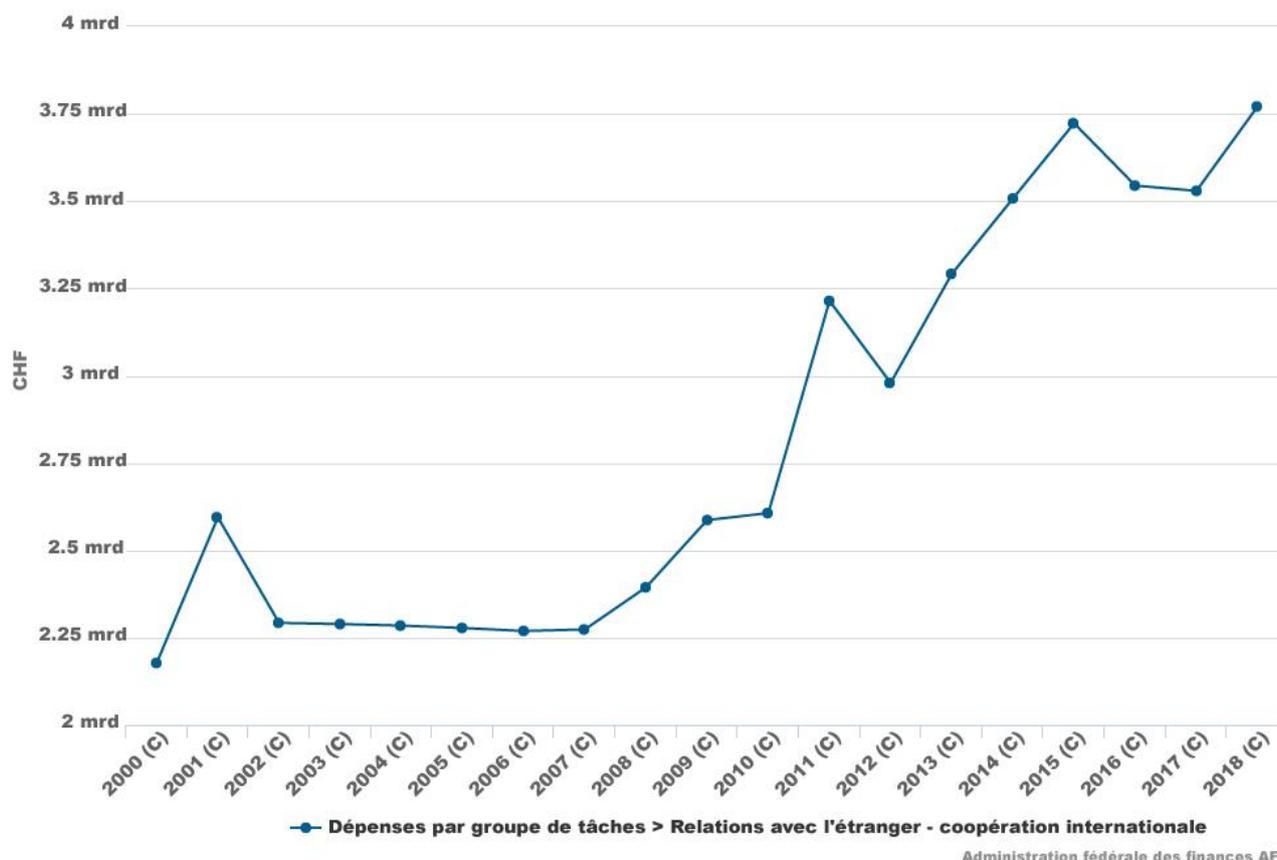
<sup>55</sup> Débat du Conseil national du 23.09.2015

## 2.2 Toujours plus d'argent pour l'étranger : 4 milliards de francs d'argent des contribuables suisses pour l'aide au développement !

Les dépenses pour l'aide au développement ont massivement augmenté ces dernières années, soit de 2,17 milliards de francs en l'an 2000 à 3,77 milliards de francs selon les comptes 2018 ! Il est aujourd'hui politiquement correct de parler de "coopération internationale" et non plus d'aide au développement. Quel que soit le nom donné à cette politique : toujours est-il que la Suisse paie des milliards de francs et que des Etats étrangers touchent ces milliards de francs.

### Augmentation des dépenses pour l'aide au développement

#### Dépenses par groupe de tâches



L'utilité de l'aide au développement est douteuse depuis longtemps. Cet argent contribue notamment à maintenir au pouvoir des régimes incapables. **Des dizaines de millions de francs disparaissent dans les marécages de la corruption.** L'aide au développement permet aux réfugiés économiques de toucher l'argent nécessaire pour venir illégalement en Europe.

La gauche et les Verts veulent envoyer encore plus d'argent des contribuables suisses à l'étranger. Et cela sans aucune contrepartie : **le PS, les Verts et les Verts libéraux s'opposent à la conclusion d'accords de migration avec des Etats africains.** Ces trois partis ont refusé en bloc une intervention parlementaire réclamant la conclusion d'accords avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie pour contraindre ces Etats à reprendre leurs ressortissants criminels, leurs requérants d'asile refusés et leurs migrants entrés illégalement en Suisse<sup>56</sup>.

<sup>56</sup> Motion 16.3109 au Conseil national, 15.03.2018

Dans son document de fond rédigé par sa commission spécialisée en politique extérieure<sup>57</sup>, le PS exige que l'aide au développement soit portée à au moins 0,7% du produit intérieur brut. Aujourd'hui, cette part est de 0.46%.<sup>58</sup> La Suisse réalise un PIB de 676,3 milliards de francs<sup>59</sup>. **Le PS demande donc que notre pays dépense au moins 4,734 milliards de francs par an pour l'aide au développement.** Cela fait 563 francs par habitant et par année. Encore un trait typique de la politique de la gauche : on est très généreux quand il s'agit de dépenser l'argent des autres.

**Celles et ceux, qui sont d'avis que la Suisse doit verser des milliards supplémentaires à l'étranger, doivent voter PS et Verts.**

### **2.3. Il faut être stupide pour travailler : 90% des réfugiés touchent l'aide sociale !**

Les personnes, qui, sans leur faute, se retrouvent dans une situation de détresse, doivent pouvoir compter sur le soutien de l'Etat pour se remettre à flot. Voilà le principe de base. Or, cela fait longtemps que l'aide sociale n'est plus une assistance temporaire. Pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile et les moins de 25 ans, l'aide sociale est devenue **une rétribution fixe pour ne rien faire**. Dominée et exploitée par la gauche, l'industrie du social profite largement de ce système.

En 2017, 50'714 personnes du domaine de l'asile ont touché l'aide sociale. **La quote-part de l'aide sociale dans le domaine de l'asile<sup>60</sup> est donc de 90,4%!**<sup>61</sup> Au seul niveau fédéral, la Suisse dépense environ 1,5 milliard de francs par an pour le secteur de l'asile<sup>62</sup>. A ce montant, il faut ajouter les charges des cantons et des communes.

Plus de 85% des Erythréens [ayant le statut réfugiés, donc qui ont le droit de travailler](#), reçoivent l'aide sociale. Ils touchent les mêmes prestations sociales que des Suissesses et des Suisses qui ont perdu leur travail à 50 ans et qui ont toujours sagement cotisé aux assurances sociales.

Comme l'indique le tableau ci-dessous un ménage de quatre personnes soutenues par l'aide sociale touche plus de 5000 francs par mois. Hors impôt ! **De quoi vivre sans souci pour les migrants de l'asile et les autres fainéants !** Nombre de salariés de Suisse doivent s'en sortir avec moins. Un requérant d'asile admis provisoirement en Suisse<sup>63</sup>, qui ne peut donc pas être immédiatement renvoyé dans son pays, touche autant par mois qu'une rentière AVS (rente maximale individuelle AVS : 2370 francs/mois) qui a travaillé et cotisé toute sa vie

---

<sup>57</sup> "Document de fond de la commission spécialisée Politique extérieure" du PS Suisse du 7.9.2015

<sup>58</sup> Selon le [DFAE](#), état au 10.04.2019.

<sup>59</sup> En 2017, selon l'Office fédéral de la statistique

<sup>60</sup> Concrètement le deuxième graphique

<sup>61</sup> OFS, 18.12.2018 [lien](#).

<sup>62</sup> [Source](#): "le montant de 1,5 milliard de francs (prestations de transfert du SEM) ne comprend pas seulement le secteur de l'asile mais aussi (...) pour les requérants d'asile, les personnes admises provisoirement et les réfugiés, l'exécution des mesures de renvoi, aides au retour, mesures d'intégration des étrangères et des étrangers ainsi que la coopération internationale dans le domaine de la migration". Il faudrait donc au moins écrire "pour les requérants d'asile, réfugiés, etc."

<sup>63</sup> Après 5 ans en Suisse

Bedarf	1 Person	1 Person + 1 Kind	2 Personen ohne Kind	2 Personen + 1 Kind	2 Personen + 2 Kinder	2 Personen + 3 Kinder	2 Personen + 4 Kinder
Grundbedarf	986 Fr.	1509 Fr.	1509 Fr.	1834 Fr.	2110 Fr.	2386 Fr.	2662 Fr.
Miete ink. Nebenkosten <sup>1</sup>	1100 Fr.	1300 Fr.	1300 Fr.	1500 Fr.	1600 Fr.	1700 Fr.	1780 Fr.
KVG Erwachsene	394 Fr.	394 Fr.	786 Fr.	786 Fr.	786 Fr.	788 Fr.	788 Fr.
AHV/IV	45 Fr.	45 Fr.	45 Fr.	45 Fr.	45 Fr.	45 Fr.	45 Fr.
KVG 1 Kind	-	85 Fr.	- Fr.	85 Fr.	85 Fr.	85 Fr.	85 Fr.
KVG 2 Kinder	-	- Fr.	- Fr.	- Fr.	85 Fr.	85 Fr.	85 Fr.
KVG 3 Kinder	-	- Fr.	- Fr.	- Fr.	- Fr.	85 Fr.	85 Fr.
KVG 4 Kinder	-	- Fr.	- Fr.	- Fr.	- Fr.	- Fr.	85 Fr.
situationsbedingte Leistungen <sup>2</sup>	100 Fr.	200 Fr.	100 Fr.	100 Fr.	300 Fr.	300 Fr.	400 Fr.
Monatliche Bezüge	2625 Fr.	3533 Fr.	3740 Fr.	4350 Fr.	5011 Fr.	5524 Fr.	6015 Fr.

<sup>1</sup> Maximalbetrag <sup>2</sup> Durchschnittswert

**Lesdits "besoins de base"** comprennent de l'argent liquide à libre disposition non seulement pour des denrées alimentaires ou des habits, mais aussi pour des boissons alcoolisées, des cigarettes, une voiture, etc.

**"LAMal"** : la commune doit payer les primes d'assurance-maladie.

Lesdites **"prestations circonstancielles"** comprennent les prestations suivantes qui doivent être financées à 100% par la commune: dentiste, hygiène dentaire, crèches d'enfants, articles de bébé, meubles, leçons de musique et instruments de musique, ustensiles d'école, assurances, frais d'avocat, émoluments pour les documents officiels, abonnements TP, lunettes, frais de déménagement, ameublement, assurance ménage et responsabilité civile, franchises de l'assurance choses, coût de l'autorisation de séjour, frais de voyage pour l'exercice du droit de visite, etc.

Ces confortables contributions sont fixées par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Cette organisation était dirigée ces dernières années par l'ancienne conseillère nationale des Verts Therese Frösch et par la socialiste Elisabeth Baume-Schneider. On le voit bien : **l'habituel copinage de gauche dans le domaine social**. Ces deux présidentes se sont battues contre la réduction de l'aide sociale accordée aux moins de 25 ans et aux jeunes migrants de l'asile<sup>64</sup>.

<sup>64</sup> NZZ, 21.08.2018



(Source : Blick, 11.07.2018)

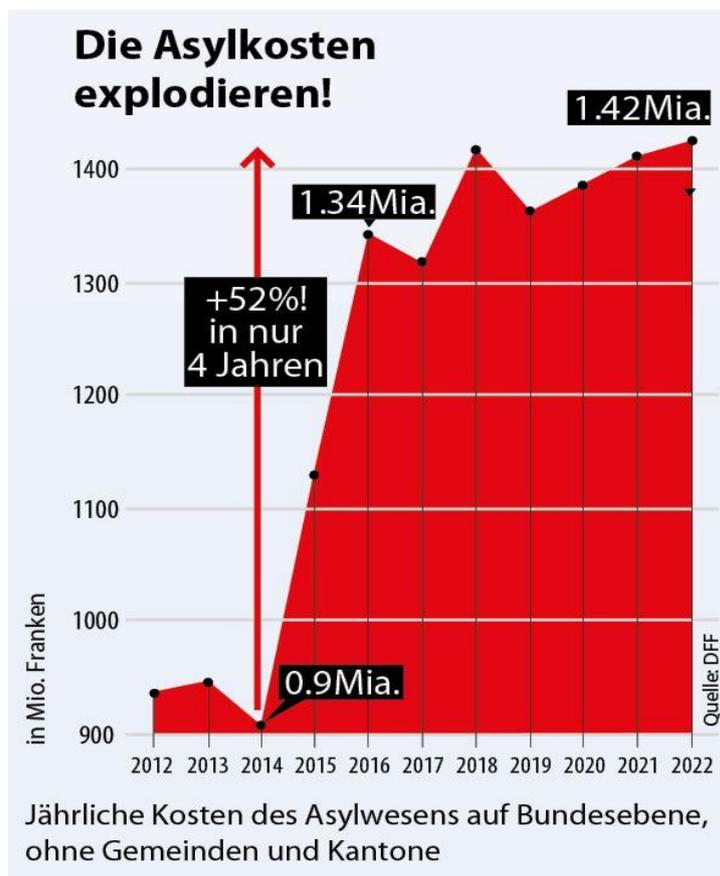
Un ménage familial de Suisse doit réaliser un revenu mensuel nettement supérieur à 6000 francs par mois pour vivre aussi bien qu'un ménage comparable de réfugiés. Cette politique est totalement contreproductive. En clair : faut être stupide pour travailler et payer des impôts.

**Celles et ceux, qui pensent d'un jeune migrant de l'asile doit toucher plus par mois qu'un rentier AVS, doit voter PS et Verts.**

**Celles et ceux, qui sont d'avis que le travail doit rapporter moins que l'aide sociale, doivent voter PS et Verts.**

## 2.4 Hausse massive des coûts de l'asile : environ 1,4 milliard de francs uniquement au niveau fédéral

Fidèle à sa tradition humanitaire, la Suisse accueille des femmes et des hommes qui sont menacés et persécutés. Cependant, depuis qu'il n'existe plus de différence claire entre politique d'asile et politique de migration, les contribuables suisses doivent payer pour nourrir et loger des dizaines de milliers de réfugiés économiques. En 2017, 51'216<sup>65</sup> personnes du domaine de l'asile ont touché l'aide sociale. **La quote-part de l'aide sociale chez les personnes du domaine de l'asile est de 90,4% !<sup>66</sup>**



Le conseiller national zurichois et président du groupe parlementaire des Verts, Balthasar Glättli, a déposé les revendications suivantes lors de la dernière grande révision de la loi sur l'asile<sup>67</sup>:

- **Regroupement familial aussi rapide que possible** pour les réfugiés
- **Aide sociale pour toutes les personnes dans la procédure d'asile.** Ces requérants d'asile (en grande majorité des réfugiés économiques) bénéficient déjà d'un logement, de nourriture, de vêtements et de soins médicaux. **La gauche écologiste veut en plus leur verser un argent de poche de plusieurs centaines de francs par mois.**

Le PS et les Verts ont approuvé à l'unanimité la disposition selon laquelle même les requérants d'asile **qui refusent d'indiquer** leur identité touchent l'aide sociale (art. 81 LAsi).

<sup>65</sup> [OFS, 18.12.2018](#)

<sup>66</sup> [OFS, 18.12.2018](#)

<sup>67</sup> Débat sur la loi sur l'asile (objet 10.502) des 13./14.06.2012

Le PS et les Verts ont voté à l'unanimité pour une disposition selon laquelle même les **requérants d'asile refusés sans droit de séjour** touchent l'aide sociale (art. 82 LAsi).

Le PS et les Verts se sont opposés en bloc à l'internement des requérants d'asile récalcitrants et criminels (art. 26 LAsi).

Le PS et les Verts ont voté en bloc pour la disposition (art. 83 LAsi) qui accorde l'aide sociale même aux requérants d'asile

- Qui **menacent la sécurité et l'ordre publics** ;
- Qui font l'objet d'une **poursuite pénale** ou qui ont été **condamnés** ;
- Qui ont **grossièrement violé leur obligation de participer**.

En clair : **la gauche écologiste veut récompenser les requérants d'asile criminels et dangereux en leur offrant l'aide sociale.**

**Celles et ceux, qui sont d'avis que des requérants d'asile déboutés, criminels et refusant de coopérer touchent autant d'aide sociale que les Suisses qui ont travaillé et cotisé de nombreuses années, doivent voter PS et Verts.**

## **2.5 Primes d'assurance-maladie record : grâce à la conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss et sa loi sur l'assurance-maladie**

Le PS critique bruyamment la cherté des primes d'assurance-maladie et menace de lancer une initiative. Ce que ce parti ne dit pas, c'est que l'explosion de ces coûts est la conséquence de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) soutenue par ancienne conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss. Au cours d'une émission "Arena" de la télévision alémanique de 1994, la ministre a promis publiquement que **chaque personne de ce pays bénéficiera d'un approvisionnement médical "à un prix abordable pour toutes et tous"**.<sup>68</sup> Un des mensonges politiques aux conséquences financières les plus lourdes pour la Suisse.

---

<sup>68</sup> Emission "Arena" du 25.11.1994



Le Conseil fédéral a abondé dans le même sens dans ses explications de vote en affirmant que, **"contrairement aux allégations du comité référendaire, la nouvelle loi n'aggrave absolument pas le problème des coûts**. Bien au contraire, elle contribue à réduire les coûts".

*Parmi les partis représentés au Conseil fédéral, seule l'UDC a refusé le projet de LAMal. Le conseiller national **Christoph Blocher** a relevé que "l'arrosoir allait remplacer la baignoire". Son collègue de parti, le Zurichois **Ueli Maurer**, a évoqué le coût supplémentaire de 1,7 milliard de francs que représente l'extension de l'assurance de base : "Nous n'avons pas le droit de créer une loi dont nous ne pouvons pas payer les conséquences." Cette révision, a-t-il poursuivi, entraîne "une redistribution qui devra être payée doublement par la classe moyenne, donc par nous, via la hausse des primes et des impôts". (Confédération, 1.10.1994. (Bund, 1.10.1994)*

Les partisans de la LAMal promettaient de surcroît "une plus grande solidarité en raison de l'obligation de s'assurer, l'extension des prestations de l'assurance de base et le maintien du système de prime par tête".

1995 : le premier coup d'éclat a eu lieu après la votation et l'introduction de la nouvelle LAMal : "Les primes de caisse-maladie dans l'assurance de base **augmenteront en moyenne de 25 à 30% en 1996**." <sup>69</sup>

1996 : en octobre, Ruth Dreifuss tente de calmer les choses : "Les primes augmenteront malheureusement encore une fois nettement en 1997, parce que la loi n'agit que progressivement contre la hausse des coûts. (...) **Je prévois que la hausse sera freinée à partir de 1998 et 1999**." <sup>70</sup>

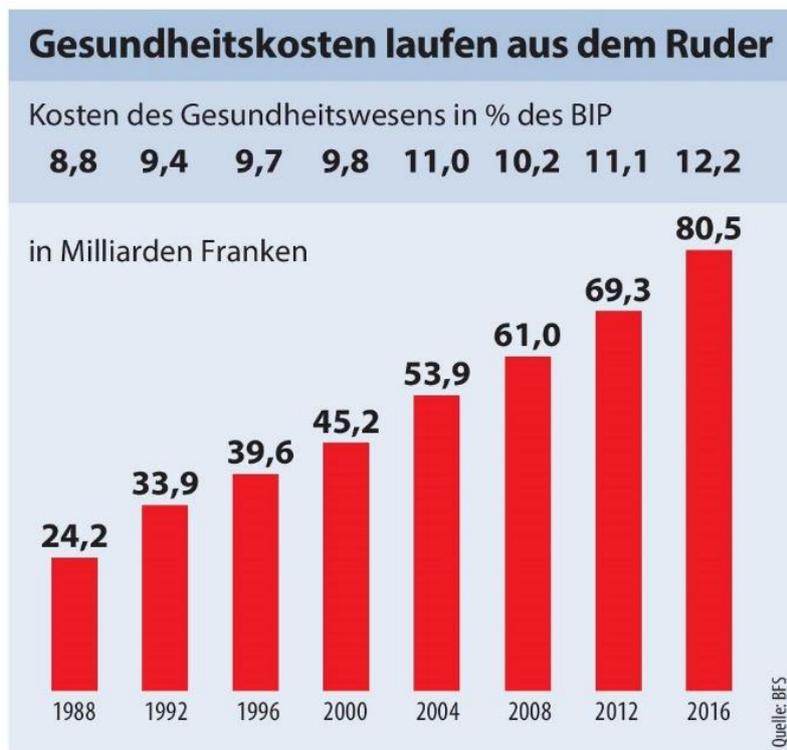
1997 : la conseillère fédérale Ruth Dreifuss augmente la franchise minimale de 150 à 230 francs. Cela n'empêche pas les primes **d'augmenter de près de 5%**.

<sup>69</sup> Bund, 2.12.1995

<sup>70</sup> Tages-Anzeiger, 8.10.1996

1998 : Ruth Dreifuss procède à une nouvelle distribution de calmants : "**La hausse des coûts diminue d'année en année**, mais il y aura probablement l'année prochaine une nouvelle adaptation limitée des primes." <sup>71</sup>

1999 : depuis qu'elle est conseillère fédérale, l'assurance-maladie est son plus grand souci, se lamente Ruth Dreifuss : "Mais je peux vous dire que les choses prennent un tour positif. **Nos mesures de réduction des coûts agissent de mieux en mieux.**" <sup>72</sup>



2000 : réponse de Ruth Dreifuss à la question de savoir si la LAMal a échoué : "Non. **Mais les possibilités de réduire la hausse des coûts n'ont pas encore été toutes exploitées.**" <sup>73</sup>

2001 : la traditionnelle conférence de presse, où sont présentés les derniers chiffres sur la hausse des coûts de la LAMal, se déroule en été, pour la première fois en l'absence de Ruth Dreifuss. Réaction coléreuse du quotidien de boulevard "Blick" : "**Pendant des années Ruth Dreifuss a minimisé la hausse des coûts dans le domaine de la santé.** Aujourd'hui, où l'évidence ne peut plus être niée et que la ministre des affaires sociales devrait s'expliquer, elle se cache." <sup>74</sup>

Les primes d'assurance-maladie augmentent de **9,7% en 2002.**

2002 : **Ruth Dreifuss démissionne du Conseil fédéral à la fin de l'année.**

<sup>71</sup> Blick, 14.7.1998

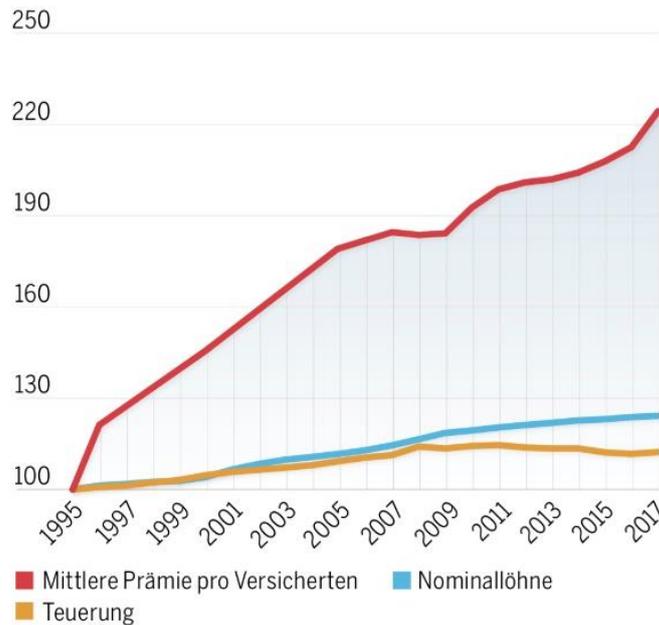
<sup>72</sup> Blick, 30.6.1999

<sup>73</sup> Beobachter, 9.1.2000

<sup>74</sup> Blick, 7.7.2001

## **Prämienanstieg gegenüber Lohnentwicklung und Teuerung**

Index: 1996 = 100



QUELLE: BUNDESAMT FÜR STATISTIK

### ***Verhaltener Lohnanstieg, explodierende Prämien.***

Weltwoche Nr. 14.19

La conseillère fédérale Ruth Dreifuss (PS) a promis aux Suissesses et aux Suisses que, grâce à la nouvelle LAMal, la hausse des coûts de la santé suivrait le développement général des salaires et des prix. La réalité des chiffres (voir graphique) confirme que **cet objectif a été complètement raté**. Entre 1996 et 2017, le renchérissement n'était que de 11,4% et les salaires n'ont progressé que de 24,2%. En revanche, la charge des primes a plus que doublé en augmentant de 124,8%.

Face à cette évolution, la politique du PS est une fois de plus totalement irresponsable : ce parti a lancé son "initiative d'allègement des primes". Le but est d'inscrire dans la Constitution fédérale une disposition selon laquelle les primes d'assurance-maladie ne doivent pas dépasser 10% du revenu. Ce projet mine la prise de conscience des coûts de la santé en transférant le coût de l'assurance-maladie vers les impôts.

**Celles et ceux, qui croient que de nouvelles interventions de l'Etat réduiront les primes d'assurance-maladie, doivent voter PS et Verts.**

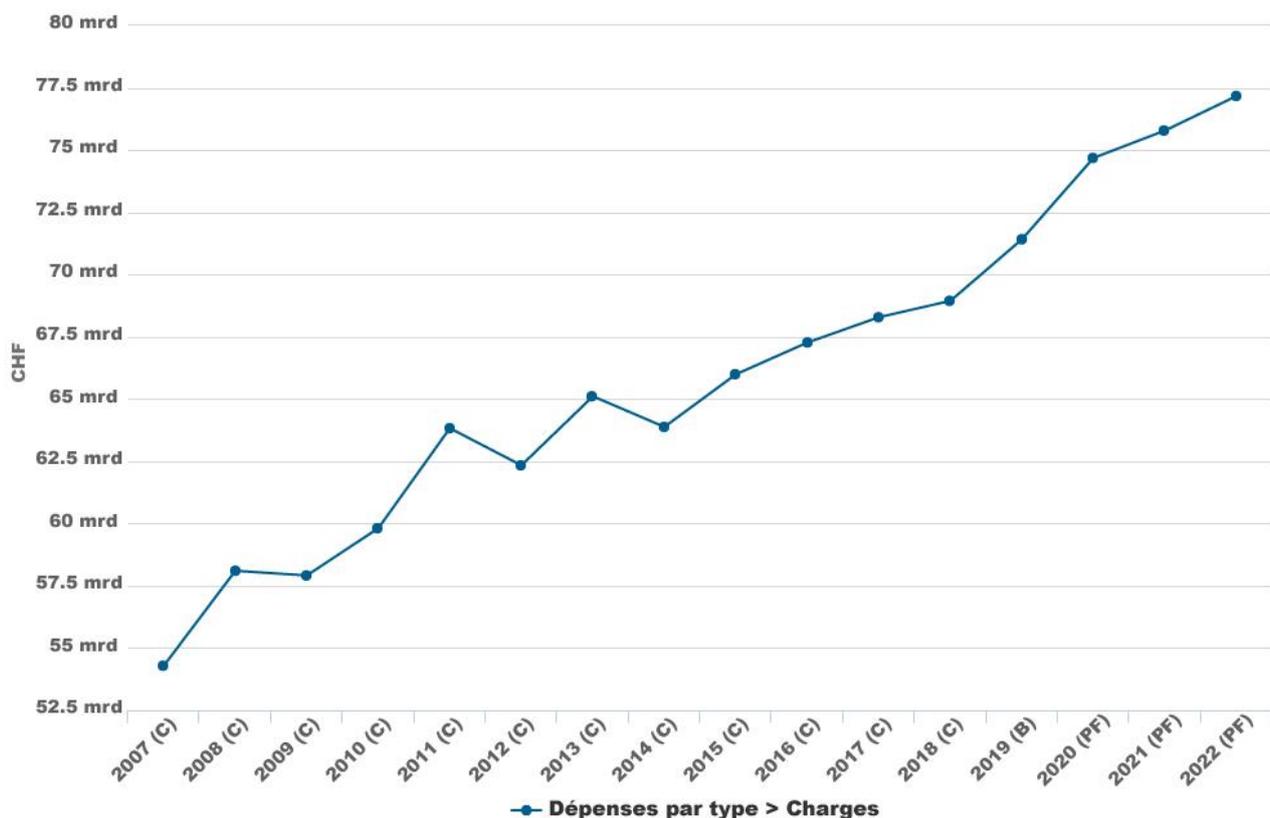
**Celles et ceux, qui, au mépris de la solidarité, veulent étendre les prestations et en profiter au maximum, doivent voter PS.**

## 2.6 Croissance constante de l'Etat : la Confédération dépense plus de 70 milliards de francs

Le développement des dépenses de la Confédération ne connaît qu'une seule direction : vers le haut. Depuis 2007, les dépenses fédérales se sont accrues de 54,3 milliards à environ 70 milliards de francs, soit une hausse de 30%. Une question : **disposez-vous également de 30% de plus d'argent ?** Non ? Alors vous êtes dans la même situation que la majorité des Suissesses et des Suisses.

### Croissance des dépenses de la Confédération

Dépenses par catégorie

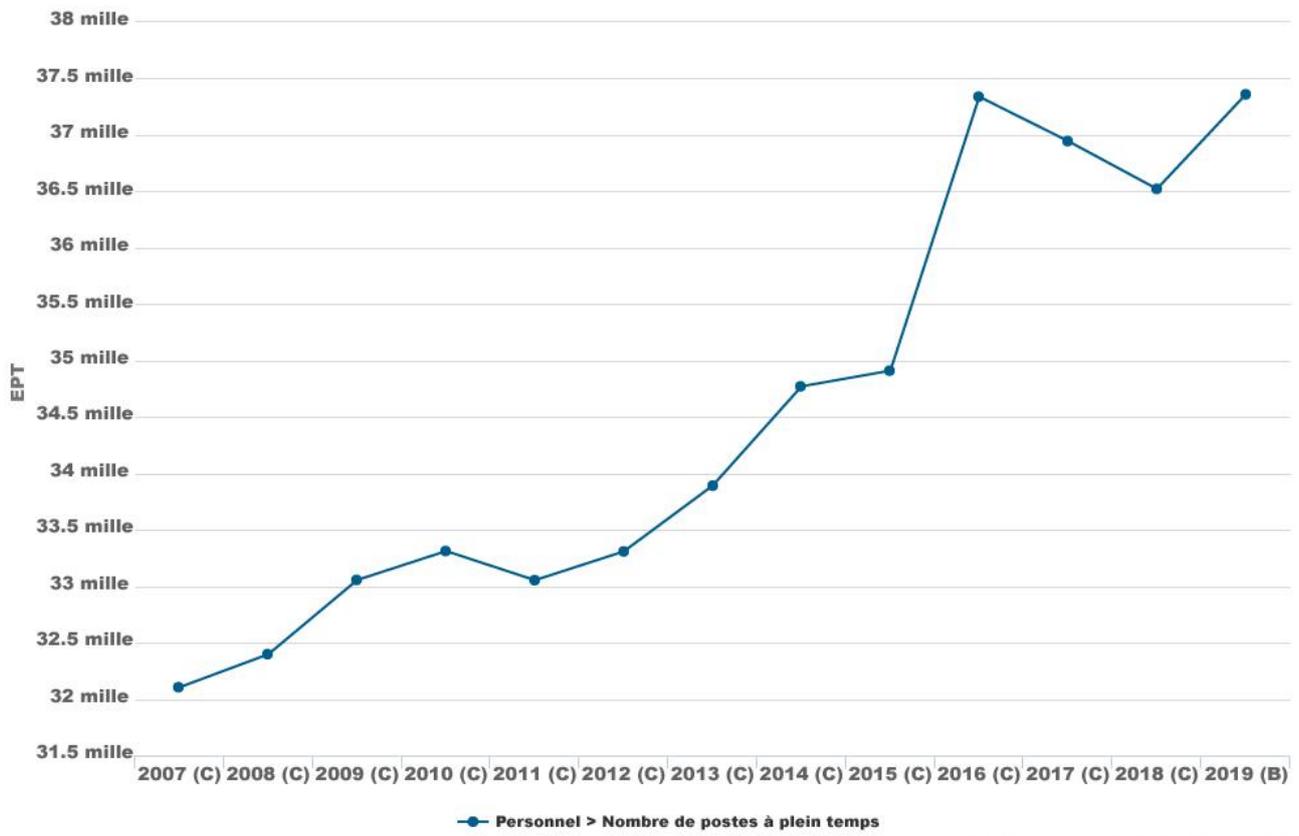


Administration fédérale des finances AFF

**Celles et ceux, qui pensent que l'Etat doit encaisser et dépenser encore plus d'argent, doivent voter PS et Verts.**

## Renforcement massif de l'administration : plus de 37'000 fonctionnaires fédéraux

### Ressources administratives

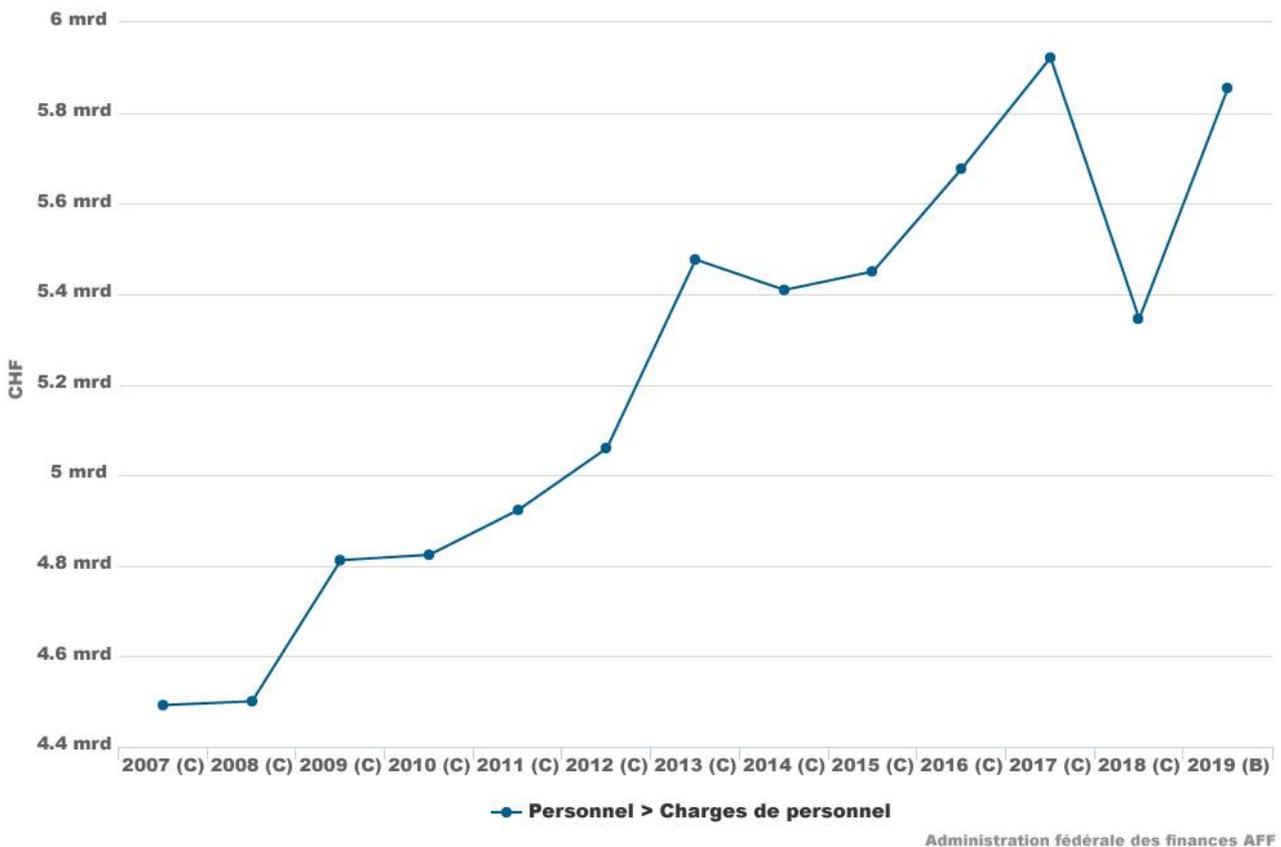


Administration fédérale des finances AFF

L'effectif de fonctionnaires fédéraux a augmenté en même temps que les dépenses de l'Etat pour atteindre 37'360 en 2019. Les coûts de personnel ont bien entendu évolué dans le même sens pour passer de 4,5 milliards de francs en 2007 à **environ 5,9 milliards en 2019**.

## Augmentation du coût du personnel fédéral

### Ressources administratives



### Salaire moyen à la Confédération : 122'200 francs !

Un employé de la Confédération gagne en moyenne 122'000 francs par an (2017). De quoi faire rêver la majorité des salariés suisses. **Même les employés de banques ne gagnent pas autant en moyenne.** Cela n'empêche pas les représentants socialistes de se lamenter bruyamment à propos de la pression croissante qui s'exerce prétendument sur le personnel fédéral : "Il existe depuis de nombreuses années non seulement un plafonnement du salaire, mais aussi un plafonnement de l'emploi." <sup>75</sup> Un mensonge évident : en 2008, le salaire moyen de la Confédération était de 109'300 francs. Il a passé à 122.200 francs en 2017<sup>76</sup>. Quant au nombre d'emplois de la Confédération, il a passé de 32'105 en 2007 à 36'522 en 2018.

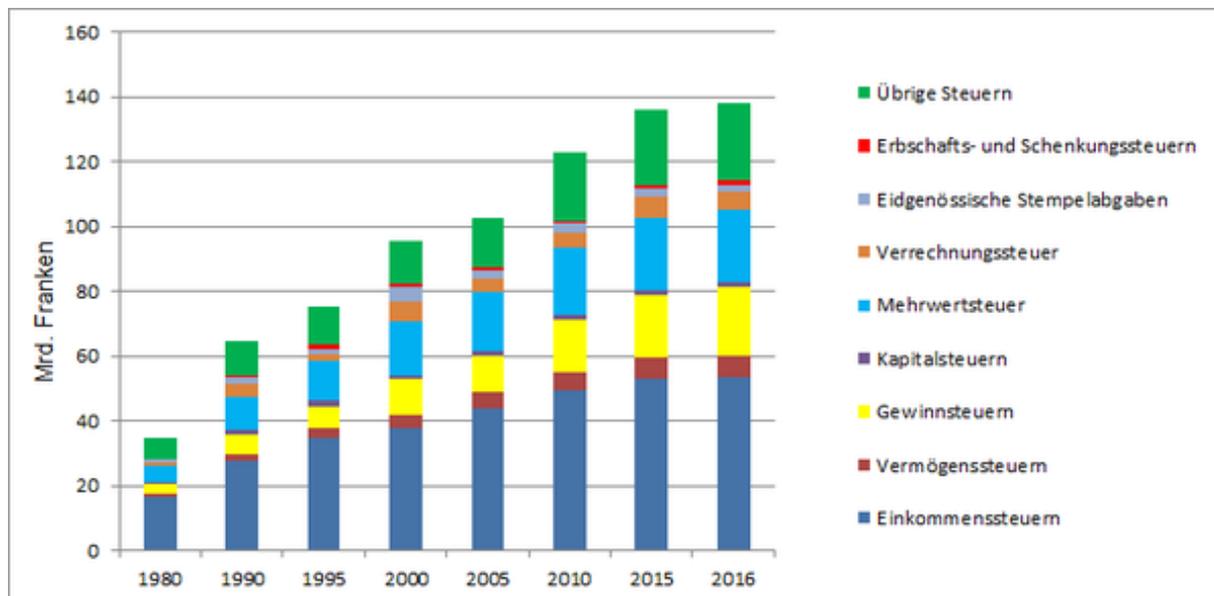
**Celles et ceux, qui sont d'avis que les fonctionnaires sont sous pression alors qu'ils touchent un salaire moyen de plus de 120'000 francs par an, doivent voter PS et Verts.**

<sup>75</sup> Barbara Gysi, conseillère nationale, dans SRF News, 27.11.2017

<sup>76</sup> "Handelszeitung", 25.01.2019

## Tout ce que l'Etat prend aujourd'hui déjà aux citoyennes et citoyens

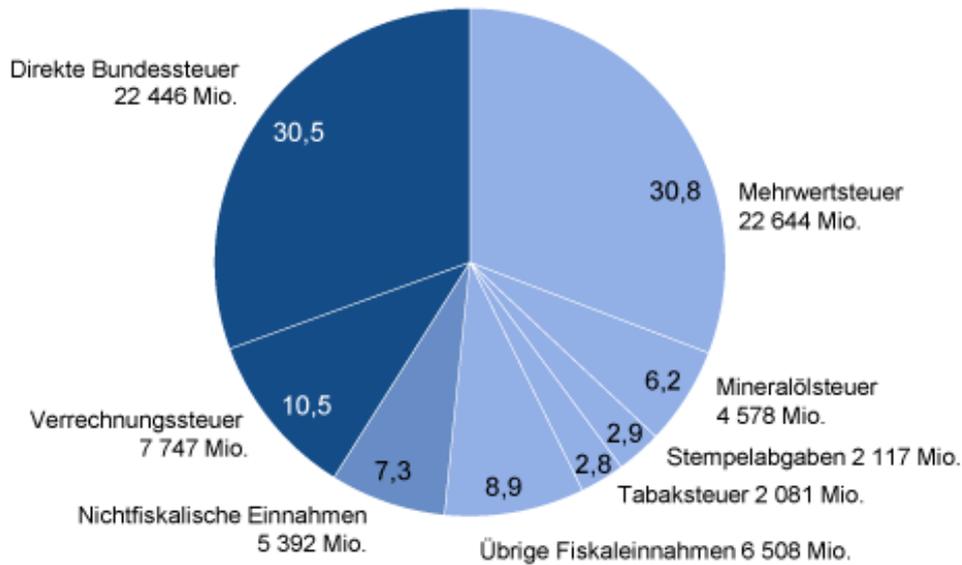
Confédération, cantons et communes : ces trois niveaux de l'Etat prélèvent différents impôts. En l'an 2000, les recettes fiscales de ces trois niveaux se sont montées à 99,2 milliards de francs. Ce montant a atteint aujourd'hui 145,3 milliards<sup>77</sup>, **soit presque 50% de plus!** Cela fait en moyenne 17'300 francs d'impôts par an et par habitant. Et c'est sans compter les redevances et primes, comme pour l'assurance-maladie.



### Les impôts prélevés par la Confédération (69,713 mrds de francs) :

- Impôt fédéral direct (sur le revenu des personnes physiques et sur le bénéfice des personnes morales)
- Impôt fédéral sur les casinos
- Taxe d'exemption du service militaire
- TVA
- Impôt anticipé
- Droit de timbres fédéral
- Impôt sur le tabac
- Impôt sur la bière
- Impôt sur les huiles minérales
- Impôt automobile
- Impôt sur les spiritueux
- Droits de douane
- Taxes routières

<sup>77</sup> Chiffres de 2017, Administration fédérale des finances, OFS



**Les impôts prélevés par les cantons (48,851 mrds de francs) :**

- Impôt sur le revenu et la fortune
- Impôt par tête, personne et ménage
- Impôt sur les bénéfices et le capital
- Impôt sur les successions et les donations
- Impôt sur les gains de loterie
- Impôt sur les gains immobiliers
- Impôt immobilier
- Droits de mutation
- Taxe cantonale sur les casinos
- Impôt sur les véhicules à moteur
- Impôt sur les chiens
- Impôt sur les divertissements
- Droit de timbre cantonal
- Impôt sur les loteries
- Droits d'eau
- Impôts divers

**Les impôts prélevés par les communes (29,208 mrds de francs.) :**

- Impôt sur le revenu et la fortune
- Impôt par tête, personne et ménage
- Impôt sur les bénéfices et le capital
- Impôt sur les successions et les donations
- Impôt sur les gains de loterie
- Impôt sur les gains immobiliers
- Impôt immobilier
- Droits de mutation
- Taxes commerciales
- Impôts sur les chiens
- Impôt sur les divertissements
- Impôts divers

**Celles et ceux, qui sont d'avis que l'Etat n'encaisse pas suffisamment d'impôts auprès des citoyennes et des citoyens, doivent voter PS ou Verts.**

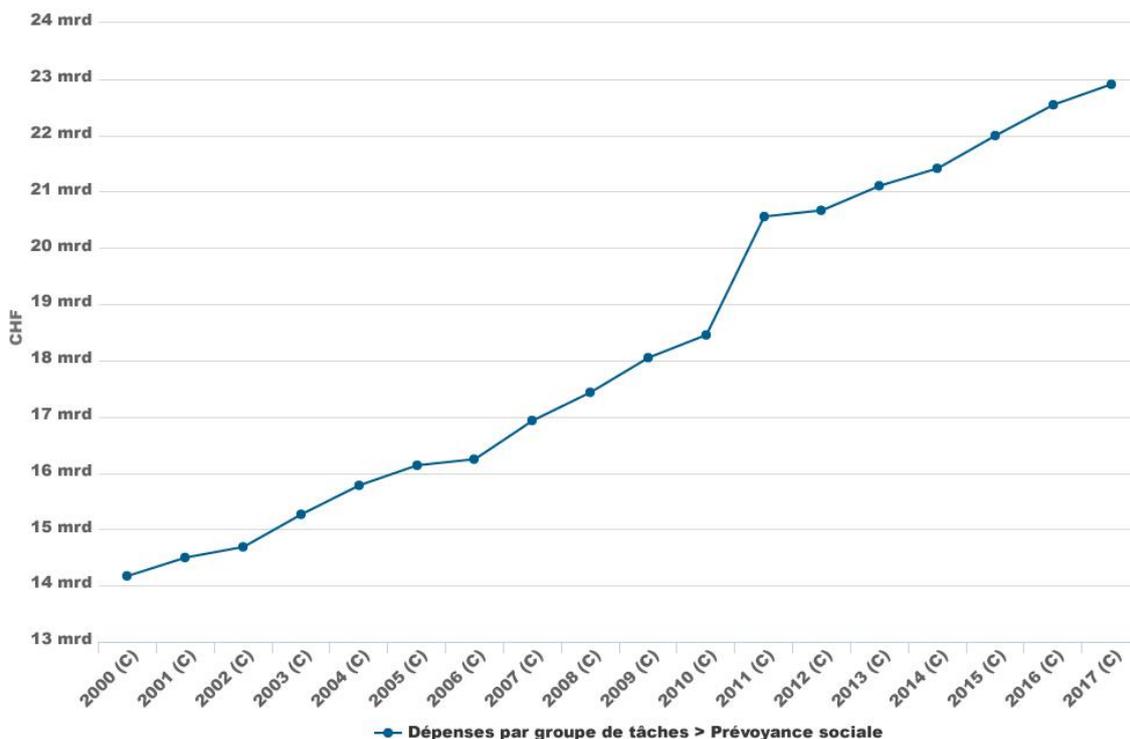
## 2.7 Etat social boursoufflé

La gauche écologiste ne cesse de parler de "démantèlement social" alors que les chiffres indiquent exactement l'inverse : aucun domaine d'activité de l'Etat n'a connu une croissance aussi forte que le social. **Au seul niveau fédéral, les dépenses sociales ont passé de 14,2 milliards de francs en l'an 2000 à 22,9 milliards en 2017.** Voici les principales causes (hormis le vieillissement de la population) de ce développement :

- L'immigration incontrôlée (notamment en raison de la libre circulation des personnes avec l'UE) **pousse de plus en plus de travailleurs suisses dans le chômage.**
- Non seulement le nombre d'étrangers augmente, mais aussi leur quote-part à l'assurance chômage (1990 0,9%, 2000 3,7%, 2014 5,5%, 2016 6%)<sup>78</sup>.
- Certains groupes d'étrangers immigreront directement dans notre Etats social : selon l'Office fédéral de la statistique, **un Africain sur trois vit de l'aide sociale.**
- **Un bénéficiaire de l'aide sociale sur deux est étranger** (47,6%).
- Des dizaines de milliers de migrants de l'asile vivent de l'argent des contribuables suisses : **plus de 86% des réfugiés reconnus touchent l'aide sociale** ; dans l'ensemble du domaine de l'asile, ce taux est même supérieur à 90%.

**Les dépenses pour la sécurité sociale se sont accrues de 14,2 milliards de francs en l'an 2000 à 22,9 milliards en 2017 :**

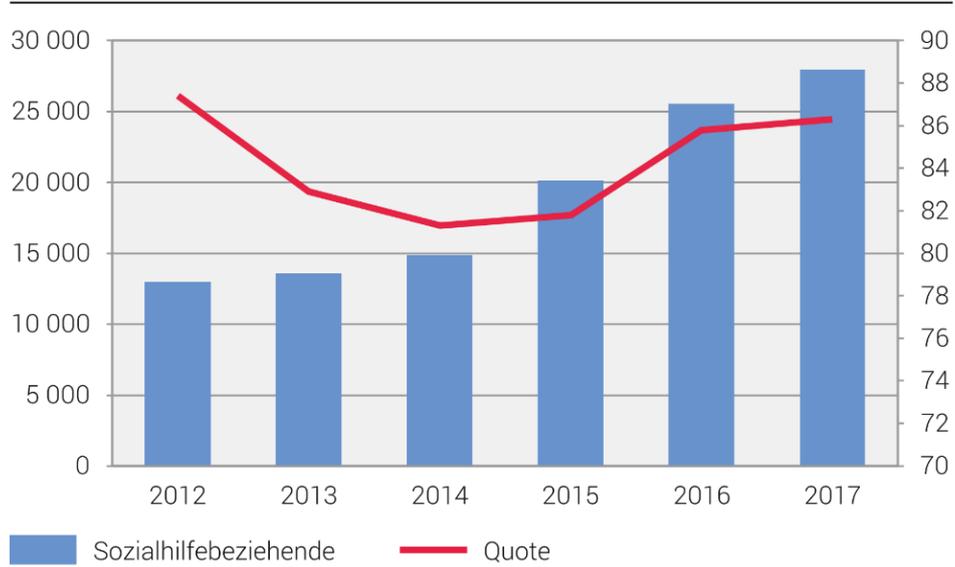
Dépenses par groupe de tâches



<sup>78</sup> OFS, Statistique suisse de l'assurance sociale 2017, p. 108.

**Plus de 86% des réfugiés reconnus touchent l'aide sociale alors qu'ils auraient le droit de travailler.**

**SH-FlüStat: Quote und Anzahl Sozialhilfebeziehende, 2012–2017**

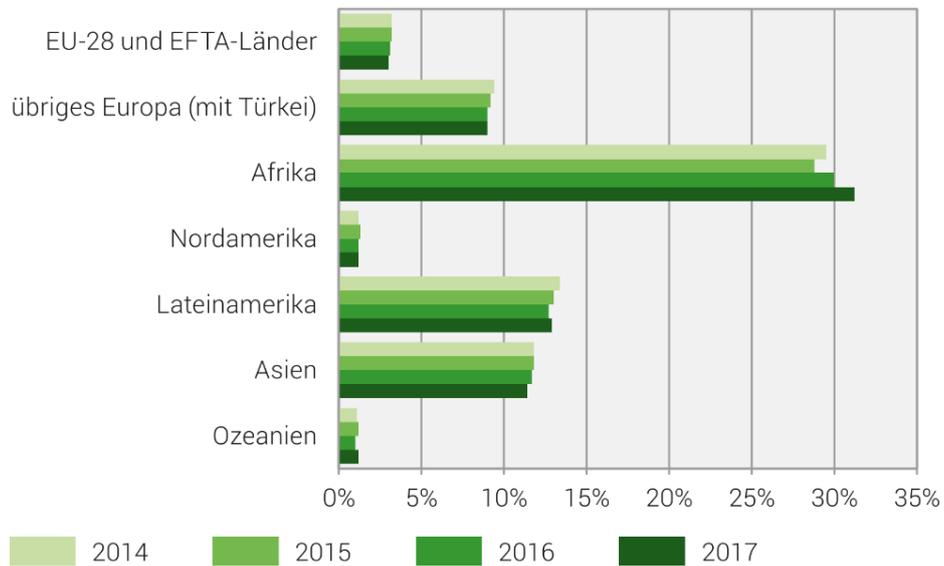


Quelle: BFS – Sozialhilfestatistik (SHS)

© BFS 2018

**En moyenne un Africain sur trois vit de l'aide sociale.**

**Sozialhilfequote der ausländischen Sozialhilfebeziehenden nach Nationalität, 2014–2017**



Quelle: BFS – Sozialhilfestatistik (SHS)

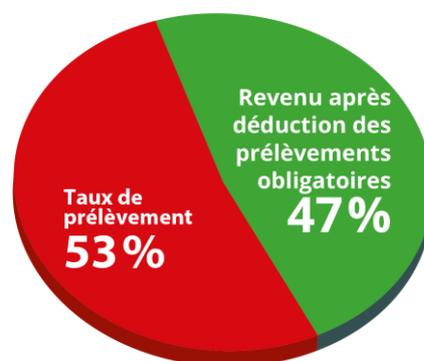
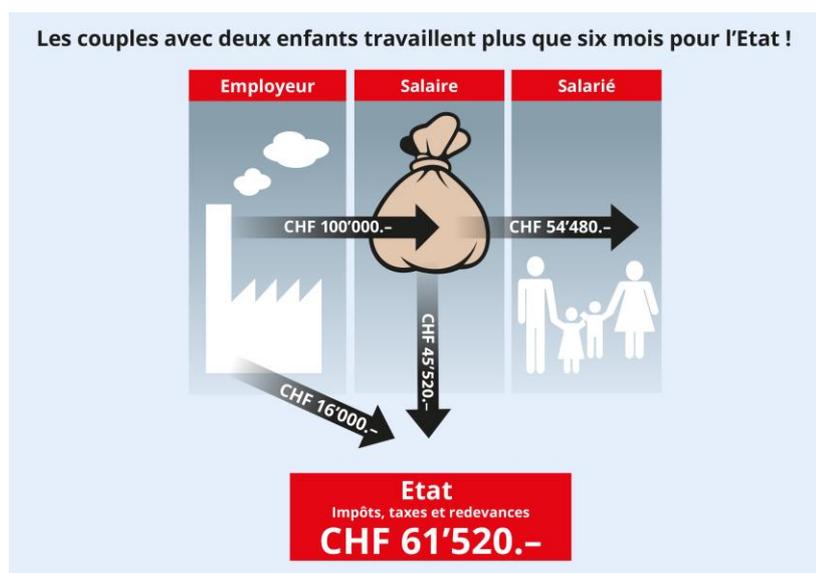
© BFS 2018

**Celles et ceux, qui sont d'avis qu'il faut encore plus d'immigrants dans l'Etat social suisse, doivent voter PS et Verts.**

**Trimer six mois par an pour l'Etat : bientôt davantage grâce à l'arnaque écolo-socialiste.**

La gauche et leurs suivants n'ont à la bouche que les mots de solidarité et de justice. La solidarité qu'ils entendent signifie toujours que **les autres doivent payer**. Le PS et les Verts veulent prendre l'argent des femmes et des hommes qui travaillent et font des efforts.

Nous vivons déjà dans un Etat de demi-esclavage : la moitié de l'année nous trimons pour l'Etat, donc pour financer tous les prélèvements obligatoires qu'on nous impose<sup>79</sup>. Selon la méthode de calcul internationale, le "Tax Freedom Day" se situe en Suisse durant la première moitié du mois de juillet<sup>80</sup>. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que nous travaillons **pour notre propre portemonnaie**.



Revenu effectif du couple:	116'000.00 CHF
Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnel et non professionnel, allocations familiales)	- 16'000.00
Pourcentage salarié	- 14'000.00
Primes d'assurance-maladie	- 11'500.00
Impôt sur le revenu (moyenne nationale)	- 8'700.00
Impôt fédéral direct	- 220.00
TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 40'000 francs	- 3'000.00
Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture	- 1'500.00
Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour)	- 1'600.00
Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôts sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.)	- 5'000.00
<b>Revenu après déduction des prélèvements obligatoires</b>	<b>54'480.00 CHF</b>
<b>Taux de prélèvement</b>	<b>53%</b>

<sup>79</sup> "Auch hierzulande wird bis weit ins Jahr hinein für den Staat geschuftet." (Dans notre pays aussi, il faut trimmer une bonne partie de l'année pour l'Etat) NZZ, 19.07.2017

<sup>80</sup> Selon les calculs d'Avenir Suisse du 10 juillet 2015

Quelle est la cause de ce demi-esclavage nous impose l'Etat ? C'est simple : les citoyennes et citoyens prêts à l'effort et assumant leurs responsabilités **doivent trimer de surcroît pour une foule d'individus qui se sont confortablement installés dans le système social**. Et c'est sans parler des dizaines de milliers de migrants et réfugiés économiques abusant du droit d'asile dont il faut payer l'entretien, le logement, les assurances sociales, etc.

Si les milieux socialo-écologistes réussissent avec leur **arnaque écolo-fiscale** (hausse des prix des carburants, taxes CO2, interdiction des chauffages à l'huile, etc.), **la facture annuelle de chaque ménage s'alourdira de plusieurs milliers de francs**.

**Celles et ceux qui sont d'avis que les prélèvements obligatoires imposés par l'Etat doivent encore augmenter, doivent voter PS et Verts.**

### **3. Vous avez le choix...**

- **Celles et ceux, qui veulent payer 20 centimes de plus par litre de carburant, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent payer 10 francs de plus pour faire 100 km en voiture (tarification de la mobilité), doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que les familles et les pendulaires doivent payer chaque année 2000 francs de plus au titre des taxes routières, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que les ménages doivent payer chaque année 495 francs de plus au titre de la "redevance sur l'électricité sale", doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui acceptent de dépenser plus de 1500 francs de plus par an pour se chauffer, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui croient qu'il suffit de quelques éoliennes tournant de temps en temps au pied sur du Jura pour alimenter leurs prises électriques, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent dépenser 2616 francs par an de plus pour avoir du courant solaire, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent renoncer aux déductions fiscales et payer quelques milliers de francs d'impôts de plus, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent payer 15% de TVA au lieu de 7,7% comme aujourd'hui, doivent adhérer à l'UE à la suite du PS et des Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont favorables à ce que le fisc discrimine les couples mariés, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que les billets d'avion doivent coûter deux fois plus cher, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux qui veulent interdire les chauffages à huile et, partant, payer un loyer plus élevé, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent (peuvent !) dépenser chaque année 2500 francs de plus pour avoir des produits bio, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que la Suisse doit ajouter un impôt sur les successions à la longue liste des autres prélèvements fiscaux, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui croient qu'à la suite de la suppression de la concurrence fiscale les impôts baissent et les prestations publiques s'améliorent, doivent voter PS ou Verts.**
- **Celles et ceux, qui veulent que la Suisse "harmonise" ses impôts avec ceux de l'UE, doivent voter PS ou Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que la Suisse doit supprimer le frein à l'endettement, doivent voter PS ou Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que la Suisse doit introduire un "revenu de base sans condition", donc un salaire pour ne rien faire, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que la Suisse doit verser des milliards de francs supplémentaires à l'étranger, doivent voter PS et Verts.**

- **Celles et ceux, qui estiment qu'un jeune migrant de l'asile doit toucher plus d'argent qu'un rentier AVS, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis qu'un requérant d'asile récalcitrant doit toucher la même aide sociale qu'un Suisse de 60 ans qui a travaillé et cotisé toute sa vie, doivent voter PS ou Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que le travail doit moins rapporter que l'aide sociale, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que des requérants d'asile refusés et criminels doivent recevoir l'aide sociale, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui croient que des interventions étatiques supplémentaires réduisent les primes d'assurance-maladie, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que les fonctionnaires fédéraux sont "sous pression" alors qu'ils touchent un salaire moyen de plus de 120'000 francs par an, doivent voter PS ou Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que l'Etat social suisse doit accueillir encore plus de migrants, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui estiment que l'Etat doit encaisser et dépenser encore plus d'argent, doivent voter PS et Verts.**
- **Celles et ceux, qui sont d'avis que l'Etat n'encaisse pas assez d'impôts auprès des citoyennes et citoyens, doivent voter PS et Verts.**

**Mais celles et ceux, qui ne veulent pas de cette politique désastreuse, doivent voter UDC. L'UDC est le seul parti qui vous protège contre l'arnaque des partis socialo-écologistes.**